



LE DEVOIR

Petites centrales: Roy Dupuis proteste auprès de Charest

Sept projets sont en préparation au Québec

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le comédien Roy Dupuis a demandé récemment par lettre au premier ministre Jean Charest l'arrêt de sa politique de développement «au cas par cas» des petites centrales privées, une politique «qui morcelle notre patrimoine collectif et qui sème la division dans notre société».

«La population, écrit Roy Dupuis en se référant aux sept projets en chantier au Québec, souhaite d'abord que les rivières soient préservées dans la mesure du possible et non qu'elles soient cédées à la pièce.»

Dans sa lettre au premier ministre, datée du 13 mai dernier, Roy Dupuis rappelle au nom de la Fondation Rivières, dont il est cofondateur et vice-président, que «les rivières sont d'abord une richesse collective dont l'usage et la responsabilité de la préservation incombent à l'ensemble de la population québécoise». C'est en contravention de ce principe, dit-il, que les dirigeants de la MRC des Basques veulent s'approprier les chutes de la rivière Trois-Pistoles pour en faire un nouveau projet hydro-électrique même si Québec a déboursé 3,3 millions au début de 2003 pour racheter le projet de barrage de Grade Trois-Pistoles, une société qui avait obtenu le feu vert pour sa mini-centrale.

Roy Dupuis soulève aussi le cas du projet de centrale privée de 40 MW sur la rivière à saumons Magpie sur la Côte-Nord, dont le promoteur, écrit-il,

VOIR PAGE A 10: DUPUIS

Irak: Bush tente de reprendre la main

Nouveau projet de résolution déposé devant le Conseil de sécurité

PASCAL RICHE
LIBÉRATION

Washington — Des éraflures au menton, à la lèvre, au nez: c'est avec le visage un peu cabossé que George W. Bush devait hier soir présenter sa stratégie pour l'Irak, quelques heures après le dépôt, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, d'un nouveau projet de résolution. Le président se serait bien passé de ce symbole un peu lourd, fruit d'une chute de vélo dans son ranch de Crawford, ce week-end. Il est déjà suffisamment égratigné dans les sondages: le scandale de la prison d'Abou Ghraïb et la montée de la violence en Irak ont fait chuter sa cote de popularité sous les 45 %, le plus bas niveau de son mandat.

Ce discours prononcé devant l'académie militaire de Carlisle Barracks, en Pennsylvanie, était le coup d'envoi d'une campagne visant à reprendre la main, devant des médias de plus en plus critiques. L'objectif des stratèges de Bush est de sortir le débat des scandales du «passé» (absence d'armes de destruction massive, sévices à la prison d'Abou Ghraïb, noce massacrée...) et le déplacer vers l'avenir. D'ici fin juin, le président prévoit de prononcer pas moins de cinq autres discours sur le futur de l'Irak. Il compte montrer qu'il n'avance pas comme un forcené dans le noir, mais qu'il suit un plan de sortie de crise, en pleine association avec les Nations unies.

VPOR PAGE A 10: BUSH

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 9
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	A 7
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 5	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 8	Télévision.....	B 7

Harper charge Martin

En retard au Québec, le chef conservateur lance sa campagne à Montréal avec un discours coup-de-poing

KATHLEEN LÉVESQUE
CLAIRANDRÉE CAUCHY
LE DEVOIR

Les libéraux de Paul Martin ne peuvent plus camoufler sous le drapeau canadien la corruption qui a marqué leur gouvernement, sans déshonorer le pays, a lancé hier soir, à Montréal, le chef du Parti conservateur du Canada, Stephen Harper.

Dans un discours coup-de-poing qui marquait le début de sa campagne nationale, M. Harper s'est attaqué à Paul Martin, à son arrogance, à son manque d'intégrité et de principes. «Le Parti libéral du Canada a mis en place le système de patronage le plus perfectionné, le plus étendu et le plus coûteux de l'histoire du Canada. [...] On ne peut plus croire la parole d'un ministre ou du premier ministre pour savoir ce qui arrive à notre argent. Il faut se tourner vers la vérificatrice générale. Il faut se tourner vers la police», a déclaré le chef conservateur.

VOIR PAGE A 10: HARPER

Martin et Canada Steamship Lines: même slogan

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Paul Martin a peut-être largué les amarres de la Canada Steamship Lines en 2003, mais il semble que cette dernière soit une source d'inspiration en politique. Le Parti libéral du Canada et l'entreprise maritime, aujourd'hui dirigée par les fils du premier ministre, partagent la même expression nautique «Droit devant», dans leurs slogans respectifs.

La semaine dernière, le PLC a lancé sa campagne publicitaire. En français, les messages se terminent par le slogan «Allons droit devant avec l'équipe Martin». Or, depuis 1998, la Canada Steamship Lines (CSL) utilise le slogan «Droit devant» comme motivation auprès de ses nouveaux employés. «Ce n'est qu'une coïncidence», a assuré la porte-parole de la CSL, Martine Malka, jointe par Le Devoir.

Mme Malka a expliqué que le slogan avait d'abord été utilisé à l'occasion d'un programme de formation en accordant une attention particulière au service à la clientèle. Des t-shirts, des stylos, des combinaisons de travail sont marqués du slogan «Droit devant» traduit en anglais par «On course». Si le programme a été abandonné en 2000, le slogan a été intégré à l'accueil de la nouvelle main-d'œuvre.

VOIR PAGE A 10: MARTIN

■ Autres textes en pages A 3 et A 4



Le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, a lancé sa campagne à Montréal, hier soir. Il s'est livré à une attaque en règle contre le premier ministre Paul Martin, qui n'a plus, selon lui, l'autorité morale pour gouverner le Canada.

L'ENTREVUE

L'information en solde

La réflexion est évacuée au profit de l'émotion, déplore le publicitaire Patrick Beauduin

Mesure de l'indice de fatigue, mise en scène d'événements spéciaux, segmentation des marchés, échantillonnage: autant de techniques de marketing ayant fait leurs preuves, et dont le publicitaire Patrick Beauduin observe aujourd'hui les effets jusque dans les médias d'information. Publicité et nouvelle, même traitement?

DOMINIQUE RENY
LE DEVOIR

Formé en journalisme à l'université de Bruxelles, Patrick Beauduin a plutôt choisi de faire carrière dans le domaine de la publicité. Aujourd'hui vice-président de Blitz Communication, un satellite du groupe Cossette, et enseignant aux HEC de Montréal, il garde un intérêt marqué pour les médias d'information. Son constat, s'il laisse songeur, n'en est pas moins clair: l'information est désormais un objet de consommation. Et les similitudes se multiplient entre les

moyens qu'utilisent les publicitaires pour vendre des pots de yogourt et ceux auxquels les médias ont recours pour pousser à la consommation de nouvelles.

«Aujourd'hui, le consommateur souffre d'une boulimie de nouveauté, diagnostique Patrick Beauduin. On l'a constaté depuis longtemps en publicité: le public fait preuve de moins en moins de patience envers ce qu'on lui propose et réclame continuellement du neuf, sinon il zappe.»

Les pros du marketing ont même mis au point un «indice de fatigue» qui leur permet de déterminer la vitesse à laquelle une campagne publicitaire atteindra le



De la même façon qu'on forme maintenant des consommateurs intelligents, l'école doit former des citoyens avertis, estime Patrick Beauduin.

seuil de tolérance des consommateurs — le but étant évidemment de modifier le message avant de les faire grincer des dents. «Manifestement, les médias fonctionnent de la même façon. Ils renouvellent continuellement leur contenu pour

tenir en haleine le consommateur. C'est particulièrement frappant pour les chaînes télévisées comme CNN, où les manchettes changent d'heure en heure.»

VOIR PAGE A 10: BEAUDUIN

Un parti propre au Québec

Parce qu'il n'y a
que le Bloc Québécois
qui protège notre différence
et défend nos intérêts.



B BLOC
QUÉBÉCOIS
www.blocquebécois.org

LE DEVOIR

ÉLECTIONS 2004

Des élections « obligées »



Chantal Hébert

Le quitte ou double libéral du 28 juin prochain a germé l'automne dernier dans le terreau de la suffisance qu'avait inspiré à l'équipe Martin son soulèvement réussi contre Jean Chrétien. À l'époque, la garde rapprochée du futur premier ministre considérait tellement sa confirmation par les électeurs comme une formalité qu'aucun plan B pour l'éventualité d'une dégringolade du parti dans les sondages n'était dans ses cartons.

Comme si la cote élevée d'alors du gouvernement libéral dans l'opinion publique tenait exclusivement aux attraits du nouveau premier ministre, les stratèges de Paul Martin se sont rapidement attelés à la tâche de faire du neuf avec du médiocre. Jetant la plupart du temps le bébé avec l'eau du bain, ils ont rapidement transformé une administration susceptible de tenir encore la route en « minoune » sur ses derniers milles.

Pour ce faire, l'équipe Martin a réglé ses comptes en public, purgeant le gouvernement de ceux qui avaient eu l'audace de se dresser sur le chemin du nouveau premier ministre. Les députés loyaux à quelque un d'autre que le nouveau patron ont été évincés tandis que ses partisans ont été récompensés par des postes au cabinet et par des circonscriptions avantageuses.

Le bilan libéral a été mis au rancart pour être remplacé par un ordre du jour ronflant mais non performant. Autant que faire se pouvait, les décisions difficiles ont été reportées à plus tard. Quand l'affaire des commandites a fait surface, les pires soupçons au sujet de l'administration précédente ont été accablés comme si le nouveau premier ministre n'était pas lui-même issu de la même mouvance.

À ce régime, en l'espace de quelques mois, Paul Martin a perdu les moyens de gouverner au-delà de la fin du printemps, et cela, même s'il disposait techniquement d'environ 18 mois pour faire sa marque comme premier ministre.

Il avait écarté trop de gens pour continuer à jouer d'une majorité à la Chambre des communes pendant encore bien longtemps. Il avait tourné le dos à trop de talents pour pouvoir se doter d'une équipe ministérielle digne de ce nom sans faire provision de sang neuf à l'occasion d'élections générales. Les dossiers qu'il avait éliminés du paysage pour se ménager l'espace d'une campagne sans remous l'attendaient au tournant de la fin de l'été et Stephen Harper montrait des signes de vouloir grandir rapidement dans son rôle de chef d'un parti conservateur réuni.

Mais M. Martin avait également gaspillé sa lune de miel. Dans la foulée des commandites, il ne pouvait plus compter sur son seul charme pour séduire

l'électorat. Pour prendre la mesure de l'improvisation qui a entouré l'opération visant à rendre le gouvernement présentable à temps pour des élections à la fin juin, il suffit de constater que le dernier budget, présenté il y a à peine un peu plus d'un mois, ne contenait aucun indice solide de ce qui est soudainement devenu le thème central du programme électoral libéral, c'est-à-dire un réinvestissement substantiel et récurrent en santé.

En prévision du lancement de la campagne dimanche, les proches de M. Martin en étaient à croiser les doigts dans l'espoir que le feu de l'action électorale lui redonne un second souffle. Dans l'état actuel des choses, il en aurait bien besoin. Si Paul Martin se réveille à la tête d'un gouvernement majoritaire le 29 juin, ce sera parce qu'il aura réussi à défier la plupart des règles traditionnelles de la gravité électorale.

Il tente d'obtenir un quatrième mandat majoritaire consécutif, un exploit aussi rare dans l'histoire moderne du Canada que l'obtention du mythe troisième mandat québécois. Il fait le pari qu'il gagnera ou tout au moins qu'il ne perdra pas de terrain au fil de la campagne alors que la tendance pour les gouvernements sortants va généralement dans le sens d'un fâchissement de leurs appuis entre le déclenchement et le jour du vote. Il mise sur l'Ontario pour arriver à bon port alors que cette province a toujours eu le réflexe de mettre ses œufs fédéraux et provinciaux dans des paniers différents.

Il a déclenché des élections sans avoir réussi à s'approprier le thème de la santé sur lequel ses faiseurs d'image comptaient pour démarquer les libéraux du Parti conservateur. Il entreprend la campagne à contre-courant de l'opinion publique au Québec et alors qu'en Ontario, le député par le gouvernement libéral à Queen's Park d'un budget d'austérité la semaine dernière menace d'avoir des conséquences fâcheuses pour ses troupes. En Colombie-Britannique, l'impopularité des libéraux de Gordon Campbell a mis plus de vent dans les voiles du NDP qu'à n'importe quel autre moment depuis dix ans.

Quant à la transfiguration espérée par les stratèges de M. Martin, ce n'est pas à Rideau Hall dimanche qu'elle s'est manifestée. Au contraire, le premier ministre sortant a eu bien de la difficulté à faire lever les mots des pages d'un texte plutôt laborieux et surtout partisan.

D'emblée, M. Martin s'est fait demander comment il abordait la perspective d'un gouvernement minoritaire. Il y a bien longtemps qu'un premier ministre sortant ne s'était pas fait poser une telle question si tôt dans une campagne.

Mais il faut dire qu'à force de brûler ses ponts, Paul Martin a fini par déclencher des élections alors qu'il a moins d'élan dans l'opinion publique que John Turner et Kim Campbell n'en avaient lorsqu'ils avaient été forcés par le calendrier de monter au front de leurs défaites respectives.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert
est columnist politique
au Toronto Star.

EN BREF

L'UPA entend s'impliquer

(PC) — L'Union des producteurs agricoles estime que le gouvernement fédéral a failli à sa tâche de protéger l'industrie agricole au pays depuis 1995. L'UPA a l'intention de talonner les libéraux à ce sujet au cours de la campagne électorale. Le porte-parole de l'UPA, Laurent Pelletier, explique que, dans le secteur des céréales par exemple, les producteurs canadiens ont beaucoup de difficultés à concurrencer leurs

voisins en raison des subventions du gouvernement américain. En ce sens, il croit que le gouvernement canadien commet une erreur de s'en remettre uniquement aux négociations internationales pour essayer de régler les conflits commerciaux avec les États-Unis. M. Pelletier est convaincu que la prochaine série de négociations avec l'Organisation mondiale du commerce ne permettra pas de rétablir l'équité dans le commerce agricole entre le Canada et les États-Unis. Il va même jusqu'à dire que les années de négociations avec l'OMC n'ont rien donné.

Jean Lapierre refuse d'affronter les étudiants et le bloquiste Rebello

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

Jean Lapierre, lieutenant politique de Paul Martin au Québec, refuse de débattre des enjeux de la campagne électorale en cours devant les étudiants de l'Université de Montréal, des HEC et de la Polytechnique. Candidat du Parti libéral dans Outremont, la circonscription qui abrite ces institutions universitaires, Jean Lapierre laisse entendre que ça ne fait pas partie de son plan de campagne de débattre en public, même dans sa propre circonscription, alors qu'il semblait n'y voir aucun problème il y a quelques semaines.

Le 22 mars dernier, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), qui représente 31 000 étudiants, a demandé par écrit à Jean Lapierre « de venir débattre des enjeux de l'imminente élection fédérale avec les autres candidats de la circonscription d'Outremont ».

Dans la lettre, dont *Le Devoir* a obtenu copie, on peut lire « qu'il s'agit d'une occasion en or d'exposer aux universitaires votre vision personnelle de la politique fédé-

le, ainsi que les éléments du programme électoral du PLC, particulièrement en ce qui concerne l'éducation. De plus, nous croyons qu'un tel événement permettra d'intéresser nos membres à la politique fédérale et de stimuler le vote chez les étudiants ».

La requête est signée par les présidents de la FAECUM, de l'Association étudiante de l'École des hautes études commerciales et de l'Association étudiante de Polytechnique.

Trop tard

Irène Marcheterre, porte-parole du PLC au Québec, affirme que Jean Lapierre « se concentre à rencontrer les électeurs d'Outremont sur le terrain » et qu'un débat avec François Rebello, le candidat du Bloc dans Outremont, « ne fait pas partie de notre plan de campagne ». « Les étudiants de ces associations nous ont déjà fait part de leurs préoccupations par l'entremise de la Fédération étudiante universitaire du Qué-

PATRICK SANFAÇON LE DEVOIR
Le candidat libéral dans Outremont, Jean Lapierre.

bec (FEUQ), puisque nous l'avons rencontré et qu'elles sont membres de ce regroupement », soutient Irène Marcheterre. De plus, Jean Lapierre aurait reçu cette lettre « trop tard » pour y donner suite.

À la FAECUM, on s'explique mal ce refus. « Il nous a dit qu'un

débat ne l'intéressait pas, explique Francis Bourque Sandoval, attaché politique de la fédération. Nous sommes déçus, parce que les jeunes, les étudiants, ne s'intéressent pas beaucoup à la politique. On se disait qu'avoir le lieutenant politique du Québec dans notre circonscription, avec la visibilité qu'il a, était une bonne occasion d'expliquer aux jeunes ce qu'il veut faire dans le comté. On ne voulait pas faire des revendications, mais plutôt intéresser les étudiants avec un débat ».

François Rebello, candidat du Bloc qui aurait croisé le fer avec Jean Lapierre, soutient que « faire du terrain, c'est aussi confronter ses idées ». « Si c'était ailleurs, dans un autre comté, il le ferait, dit-il. C'est un gros risque de penser que tous ces jeunes sont souverainistes ».

Quand François Rebello a été nommé candidat dans Outremont, Jean Lapierre s'était réjoui de pouvoir débattre avec lui. « François Rebello est un gars de contenu et de débats. J'ai toujours apprécié ses dissertations, avait-il dit à *La Presse*. Mais je pense qu'il suffit de regarder les résultats des dernières élections pour voir que le Bloc n'a pas vraiment une grande popularité dans la circonscription ».

Le Bloc courtise les jeunes

Non seulement les bloquistes multiplieront les visites dans les bars du Québec, mais ils inciteront les jeunes à aller voter quand bon leur semble

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

Le Bloc québécois a beau être en avance dans les sondages, la vraie victoire est encore loin. C'est avec dure vérité en tête que le chef Gilles Duceppe a présenté ses candidats de moins de 35 ans, hier matin, dans l'espoir de mobiliser la jeunesse qui ne va pas voter.

« La réalité, c'est que seulement 33 % des jeunes Québécois se sont prévalus de leur droit de vote au scrutin de 2000 », a reconnu le « jeune » député bloquiste de Rosemont-Petite-Patrie, Bernard Bigras, lors d'un petit rassemblement au bar-spectacle Le Lion d'Or, dans la circonscription montréalaise de M. Duceppe. « Ce n'est pas une inéquité, mais une préoccupation saine », a précisé le chef bloquiste.

Le problème est d'autant plus criant pour le Bloc que les jeunes sont généralement plus souverainistes que le reste de la population. Le jour du vote, le 28 juin, le parti risque donc de décevoir par rapport au portrait dessiné par les sondages favorables.

« On doit aller chercher un maximum de jeunes, parce que ça ne sera pas facile le 28 juin », a lancé le député de Jonquière, Sébastien Gagnon. C'est une date qui s'approche des vacances, entre la Saint-Jean-Baptiste et la période des déménagements... »

« Ce n'est pas parce qu'ils [les libéraux] ont mis le vote le 28 qu'on n'ira pas voter, a toutefois martelé Gilles Duceppe. Vous avez une tâche à faire: mobiliser les jeunes. »

La date du scrutin pose une

contrainte bien réelle au Bloc: les universitaires et les cégépiens ont déjà quitté les campus, de sorte que les candidats devront se rabattre sur les écoles techniques pour faire leurs tournées électorales.

« Mais il y a beaucoup de jeunes qui ne sont pas à l'école et qui travaillent, a souligné le chef bloquiste. Il faut les rejoindre. Et les jeunes qui n'ont pas d'emploi, il faut leur parler. »

Le Bloc présente 17 candidats de moins de 35 ans, dont quatre qui sont déjà députés. Les jeunes comptent donc pour un peu plus de 22 % des 75 candidats bloquistes. Plusieurs d'entre eux, cependant, mèneront un combat perdu d'avance dans des bastions libéraux.

Stratégie

Pour que le vote des jeunes s'exprime, le Bloc s'est doté d'une stratégie audacieuse. Non seulement les bloquistes multiplieront les visites dans les bars du Québec, mais ils inciteront les jeunes à aller voter quand bon leur semble, avant le vote par anticipation s'il le faut, en se présentant au bureau du directeur du scrutin de leur circonscription.

« On doit développer des pratiques et des moyens exceptionnels pour tenir en compte une date exceptionnelle, a expliqué M. Bigras. Il est clair que ça va nous forcer à faire campagne de façon tout à fait différente qu'on a pu le faire par les années passées. »

L'organisation bloquiste se défend toutefois d'avoir l'intention de

recourir systématiquement à cette méthode peu connue.

« Il ne faut pas utiliser les bureaux de directeurs de scrutin de façon excessive, parce qu'il y a un danger qu'ils ne puissent pas prendre l'affluence, a expliqué Bernard Bigras. [...] Il n'est pas question pour nous que les bureaux de directeurs de scrutin deviennent automatiquement des lieux de vote, mais il faut que les citoyens sachent que la loi le permet. »

Au-delà de la stratégie politique, le vote des jeunes est essentiel au

bon fonctionnement de la démocratie, a insisté M. Duceppe.

« Il faut que les jeunes s'occupent de la politique, sinon la politique va s'occuper d'eux », a-t-il soutenu.

Hier après-midi, Gilles Duceppe devait participer, à Sorel-Tracy, à un événement visant à dénoncer tout projet d'élargissement de la Voie maritime du Saint-Laurent. En soirée, il était à Pierreville pour assister à l'assemblée d'investiture du député de Richelieu, Louis Plamondon, en présence de l'ex-ministre péquiste Sylvain Simard.

Conduisez une aubaine!

Uptown Volvo renouvelle sa flotte de voitures de courtoisie



Nous offrons maintenant
20 Volvo S40 2001

pour aussi peu que

19 999\$Taux de financement débutent à 0,8 %.
Kilométrage en dessous de 60 000 km.

UPTOWN VOLVO
Département d'occasion certifié Volvo
737-4321
www.uptownvolvo.com

Pour plus de renseignements et un essai routier, visitez notre département de voitures d'occasion certifiée aujourd'hui.

**Martial BOUCHER**

RECHERCHE ET
DIALOGUE
Fascicule A
Fichiers de recherche et
d'information

Enseignement moral
1^{re} secondaire
1^{er} cycle

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Le Rendez-vous horticole

La passion... du jardinage

28 et 29 mai de 9 h à 18 h • 30 mai de 9 h à 17 h

- Près de 150 exposants du monde de l'horticulture
- Grande vente de nouveautés horticoles
- Plantes de collection du Jardin botanique
- Accessoires de jardin
- Causeries de Julie Boudreau, Larry Hodgson et Jean-Claude Vigor...
- Démonstrations des experts du Jardin botanique
- Nouveau thème cette année: des oiseaux dans votre jardin... ou quelles sont les plantes qui les attirent
- Horticulture biologique et plus encore!

JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL

Programme complet sur Internet
www.ville.montreal.qc.ca/jardin

Demandez le Passeport Rendez-vous horticole, valable pour 2 journées.

Jardin botanique de Montréal
4101, rue Sherbrooke Est
(entre Pie-IX et Viau)
Téléphone: 514-872-1400

Direction des institutions scientifiques
Montréal



PROGRAMME 2004

ÉLECTIONS 2004

Les libéraux promettent plus d'argent en santé... en échange de réformes majeures

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean, Nouveau-Brunswick — Après avoir répété depuis des semaines que la santé était en tête de ses priorités, Paul Martin confirmera, aujourd'hui, qu'un gouvernement libéral entend verser quelque trois milliards de plus par année si les provinces acceptent de mettre en place une série de réformes majeures ayant pour objectifs de réduire les temps d'attente et d'améliorer les soins de santé à domicile.

Ces propositions sont considérées comme la base d'une réforme du système de santé pour le rendre plus efficace et seront sujettes à des discussions avec les provinces.

Selon des sources gouvernementales, l'approche proposée pour améliorer les soins à domicile vise surtout à dégager les listes d'attente et accélérer les chirurgies en libérant des lits dans les hôpitaux. S'ajoute un argument financier, puisque l'équipe Martin estime qu'il en coûtera moins de soigner les gens à la maison qu'en institution.

Les libéraux, qui ont fait de la santé leur cheval de bataille pour la campagne électorale en cours, comptent beaucoup sur ce plan pour gagner des appuis, surtout par rapport aux conservateurs.

M. Martin doit dévoiler tous les détails de ce plan à long terme, aujourd'hui, à Belleville, en Ontario, en compagnie du ministre de la Santé, Pierre Pettigrew. En entrevue à la Presse canadienne, samedi, le premier ministre indiquait qu'un gouvernement libéral hausserait la part de financement du fédéral en santé à 25 % des dépenses totales. Dans l'entourage de M. Martin,

on estime ce pourcentage à environ trois milliards par année.

Harper comme cible

Il ne l'admet pas publiquement, mais il ne fait aucun doute que Stephen Harper et les conservateurs sont devenus la hantise du premier ministre. En cette deuxième journée de cam-

Paul Martin doit dévoiler tous les détails de son plan à long terme, aujourd'hui, en Ontario

pagne électorale, le premier ministre Martin a poursuivi ses attaques entreprises la veille contre le chef conservateur, lui réservant ses sorties les plus virulentes. Campant le Parti libéral comme le défenseur des «valeurs canadiennes», des programmes sociaux et du système de santé, M. Martin a dépeint les propositions fiscales de son adversaire comme une menace.

Les réductions d'impôt que promettent les conservateurs mettraient en danger le système de santé et les programmes sociaux, affirme M. Martin.

«Vous ne pouvez pas avoir plus qu'une priorité, a fait valoir le chef libéral, lors d'un point de presse en matinée à Charlottetown. Ma priorité numéro un, c'est de renforcer notre système de santé.»

M. Harper a ridiculisé les attaques de son rival, affirmant que le slogan des libéraux pourrait se lire: «Je suis Canadien, vous pouvez me faire payer des impôts.»

L'injection massive de milliards en santé que promet M. Martin ne proviendra pas d'augmentation de taxes ou d'impôts, a-t-il soutenu, hier.

«Je pense que j'ai le droit et la responsabilité de dire ce que je suis. Je ne suis pas quelqu'un qui va hausser les taxes, je suis quelqu'un qui va investir dans la santé», a martelé Paul Martin.

Nouvelle loi électorale

Des votes payants!

Avec l'interdiction des dons d'entreprises, les caisses des partis au fédéral dépendent désormais beaucoup du nombre de votes exprimés

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Ce n'est pas seulement pour s'assurer la victoire que les partis fédéraux s'acharneront à convaincre les électeurs d'aller voter en masse le 28 juin. Ce sera aussi pour se garantir des caisses bien garnies d'ici à la prochaine élection.

La nouvelle Loi fédérale sur le financement des partis politiques, entrée en vigueur en janvier dernier, interdit pratiquement tous les dons d'entreprises. Pour compenser les partis, elle prévoit le versement de 1,75 \$ par année pour chaque voix obtenue lors du dernier scrutin. Sur un mandat de quatre ans, cela signifie environ 7 \$ par électeur. De quoi vouloir faire remonter un taux de participation en déclin depuis trois élections.

En somme, bien qu'il conserve son système majoritaire à un tour, le Canada s'est doté d'un système de financement proportionnel. Cela n'a échappé à personne. «Il est indéniable que les plans de financement des partis pour les quatre prochaines années dépendent du nombre de votes exprimés. [...] C'est sûr qu'il est important de faire sortir notre vote pour obtenir le meilleur financement possible», de relever un organisateur bloquiste. Mais il ne faut pas se tromper, insiste-t-il. L'objectif premier est d'obtenir des voix pour gagner des sièges.

Et dans le cas du Bloc québécois, une forte participation au scrutin a toujours été un objectif, ajoute-t-il. «On s'est toujours préoccupé de faire sortir le maximum de votes à cause de l'interprétation qui pourrait être faite des résultats, en particulier en ce qui a trait à l'appui à la souveraineté. Mais c'est clair que, cette année, tous les partis ont intérêt à faire sortir le vote.»

La nouvelle loi ajoute un incitatif puissant à la mise sur pied de vraies organisations dans toutes les circonscriptions, y compris celles qu'on sait perdues d'avance. «Ça joue énormément. [...] Si le taux de participation baisse, tous les partis vont y perdre», souligne le coprésident de la campagne conservatrice, Michael Fortier.

«Pour cette campagne, c'est certain que ça ne nous a pas échappé. C'est pour ça qu'on essaie, autant que faire se peut, d'organiser toutes les circonscriptions comme notre meilleure circonscription. On se rend compte que, même si on n'avait que 14 % dans une circonscription, cela pourrait représenter beaucoup d'argent sur quatre ans», reconnaît-il avec candeur.

Seul le Parti libéral du Canada ne se soucie pas des tombées de la nouvelle loi. «Personne n'a ça en tête. On vise à gagner les élections et on ne se laisse pas distraire par ces détails-là», soutient le directeur des communications de la campagne, Steven MacKinnon.

Chef de cabinet du chef néo-démocrate Jack Layton,



CHRIS WATTIE REUTERS

La nouvelle loi électorale fédérale a fortement avantagé les partis qui dépendaient peu des dons d'entreprises, comme le NPD dont le chef Jack Layton a fait ce week-end campagne en Ontario et en Colombie-Britannique.

Donne Flanagan, avoue que le NPD, qui préconise la représentation proportionnelle, n'ignore pas la nouvelle réalité, mais il ajoute que ça ne peut être le seul facteur d'allocation des ressources. «Ce qui compte, finalement, est le nombre de sièges au Parlement. Mais en même temps, 7 \$ par électeur, c'est important pour l'expansion future du parti. L'organisation de la campagne a été très travaillée, et elle a cherché à trouver un juste équilibre, mais les ressources iront avant tout à l'élection du maximum de candidats», dit-il.

La nouvelle loi a fortement avantagé les partis qui dépendaient peu des dons d'entreprises, comme le Bloc, l'ancienne Alliance et le NPD. En vertu des résultats de 2000, le Bloc et le NPD ont eu droit respectivement à 2,4 millions et 1,9 million cette année. Le Parti libéral a reçu 9,2 millions. L'union de l'Alliance et du PPC a permis au nouveau Parti conservateur de recevoir 8,5 millions.

Quant aux petits partis, ils doivent obtenir 2 % des voix à l'échelle du pays ou 5 % dans les circonscriptions où ils ont présenté des candidats. Ils auront donc intérêt à se démenter pour gagner des appuis. Le Parti vert compte bien combattre l'idée voulant qu'un vote pour un tiers parti soit un vote perdu. Ce n'est plus le cas, souligne l'organisateur du PV, Matt Takach. «Avec le changement des règles de financement au niveau fédéral, chaque vote compte. Peut-être pas pour former le gouvernement, mais il compte pour décider du parti que vous voulez soutenir financièrement à travers la contribution gouvernementale attachée à chaque vote. Avec son vote, l'électeur peut s'assurer que cet argent va bien au parti de son choix.»

EN BREF

La FEUQ et les enjeux touchant les jeunes

(PC) — À l'occasion des élections fédérales, la Fédération étudiante universitaire du Québec interpelle les chefs de partis pour qu'ils prennent position sur les enjeux qui concernent les jeunes électeurs. Les étudiants réclament notamment un engagement ferme des partis politiques sur le rétablissement d'un transfert aux provinces équivalent à 3,6 milliards pour l'éducation postsecondaire. La FEUQ estime que le gouvernement fédéral doit prendre des mesures pour que le système d'éducation demeure abordable et accessible à tous les Canadiens. La Fédération rappelle que le chef libéral Paul Martin a dit qu'il souhaitait trouver des solutions pour sauvegarder l'avenir des jeunes. La FEUQ croit donc qu'il doit maintenant annoncer des mesures concrètes.

Priorité à la réforme de l'assurance-emploi

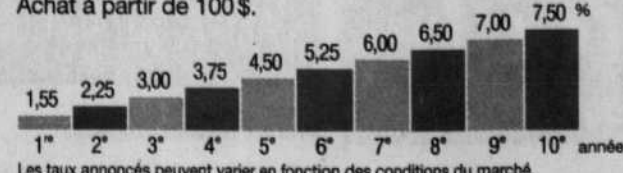
(PC) — La Fédération canadienne des entreprises indépendantes entend pousser le prochain gouvernement à s'engager dans une véritable réforme du programme de l'assurance-emploi. Le président de la Fédération, Richard Fahey, estime que le processus de révision annoncé par les libéraux juste avant le déclenchement de la campagne électorale est nettement insuffisant. La FCEI rendra publics sous peu les résultats d'une enquête qui fera état des intentions des partis politiques quant au fardeau fiscal, à la réduction des impôts et aux programmes visant à favoriser l'entrepreneuriat. La FCEI, qui n'a pas l'intention de prendre position durant la campagne électorale, dresse tout de même un bilan positif de Paul Martin lorsqu'il était ministre des Finances. M. Fahey déplore cependant l'inaction du gouvernement libéral au niveau de la réforme du programme d'assurance-emploi.

Nos obligations suscitent l'intérêt:

1 800 463-5229

Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100 %.
Taux avantageux garantis pour 10 ans.
Remboursables sans pénalité, chaque année,
à leur date anniversaire.
Achat à partir de 100 \$.



BONI DE
1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h.
Passez nous voir au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h.
Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec

Destinations

LEAU
À LA
BOUCHE

RELAYS &
CHATEAUX. HOTEL-RESTAURANT

Une nuit gratuite!!

Lorsque vous séjournez à L'Eau à la Bouche pour un séjour de deux nuits consécutives dont une nuit avec repas (souper et petit déjeuner) au tarif régulier, nous vous offrons l'hébergement de la 3^e nuit gratuitement.

Selon disponibilités. Valide jusqu'à la fin de l'année 2004. Non transférable et non négociable.

www.leualabouche.com Ste-Adèle 450.229.2991

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au (514) 985-3456 ou à jbilly@ledevoir.com

Résultats

Tous les tirages des billets

SUPER 7	Tirage du 2004-05-21	GAGNANTS		LOTS	
		7/7	6/7+	2 500 000,00 \$	
07 22 23 26 32 37 43		7/7	0	2 500 000,00 \$	
		6/7+	2	121 537,40 \$	
		6/7	79	2 692,30 \$	
Complémentaire: (11)		5/7	5 105	148,80 \$	
Ventes totales: 13 374 286 \$		4/7	110 167	10,00 \$	
Prochain gros lot: 5 000 000 \$		3/7+	105 055	10,00 \$	
		3/7	919 749	Participation gratuite	

649	Tirage du 2004-05-22	GAGNANTS		LOTS	
		6/6	5/6+	10 000 000,00 \$	
01 11 12 15 32 46		6/6	1	10 000 000,00 \$	
		5/6+	14	69 204,80 \$	
		5/6	259	2 351,30 \$	
Complémentaire: (20)		4/6	15 302	76,30 \$	
Ventes totales: 18 116 241 \$		3/6	307 729	10,00 \$	
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$					

49	Tirage du 2004-05-22	GAGNANTS		LOTS	
		6/6	5/6+	1 000 000,00 \$	
07 10 20 22 34 38		6/6	0	1 000 000,00 \$	
		5/6+	1	50 000,00 \$	
		5/6	25	500,00 \$	
Complémentaire: (16)		4/6	1 172	50,00 \$	
Ventes totales: 685 121,00 \$		3/6	24 114	5,00 \$	

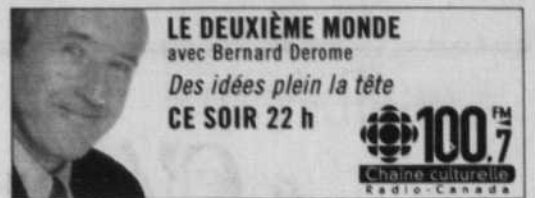
Extra	Tirage du 2004-05-21	Extra	Tirage du 2004-05-22
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
355755	100 000 \$	911712	100 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous! Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



LE DEUXIÈME MONDE
avec Bernard Derome
Des idées plein la tête
CE SOIR 22 h



Effondrement d'un terminal à Roissy : de nouveaux craquements entendus hier

PIERRE-YVES ROGER
ASSOCIATED PRESS

Roissy, France — Au lendemain de l'effondrement d'une section du terminal 2E de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, près de Paris, le juge d'instruction chargé de l'enquête, qui s'annonce difficile, a désigné hier un collègue d'experts qui devra déterminer les causes de cet accident dans lequel quatre personnes sont mortes et trois autres ont été blessées.

Parallèlement, à Roissy, une trentaine de personnes travaillant dans des bureaux jouxtant la salle d'embarquement du terminal 2E, dont une section d'une trentaine de mètres s'est effondrée dimanche, ont dû évacuer les lieux hier à la mi-journée en raison de nouveaux craquements entendus, selon René Brun, directeur de l'aéroport de Roissy-CDG.

Le terminal 2E, qui avait ouvert il y a moins d'un an en juin 2003, est fermé depuis l'accident, mais des salariés d'Aéroports de Paris (ADP) et des policiers se trouvaient encore dans ce bâtiment où s'effectuent normalement les contrôles des voyageurs. Certains ont entendu en fin de matinée des craquements et ont vu des fissures, provoquant l'évacuation du bâtiment à titre de précaution, a précisé René Brun lors d'un point de presse. Des



Des pompiers s'affairaient hier au fond de la salle d'embarquement du terminal 2E, dont une section d'une trentaine de mètres s'est effondrée dimanche. Ils ont dû plus tard évacuer l'endroit en raison de nouveaux craquements entendus dans la structure.

enquêteurs devaient se rendre sur place pour déterminer l'origine des craquements.

Enquête difficile

Quant à l'enquête sur le drame, elle s'annonce difficile, quelque 400 entreprises ayant participé à la construction de ce terminal. Dans l'immédiat, trois experts en structures métalliques, béton et fondations vont tenter de déceler les er-

reurs de conception et une éventuelle malfaçon de cet ouvrage mis en service il y a moins d'un an, a-t-on appris de source judiciaire.

Le terminal qui s'est effondré est une sorte de grand tunnel long de plusieurs centaines de mètres dont la structure en béton, verre et acier repose sur des pylônes de béton et surplombe le tarmac. Bordé par des passerelles desservant les avions, il abrite les salles d'embarquement.

Alors que le premier ministre Jean-Pierre Raffarin s'est rendu sur place hier, le directeur adjoint à l'exploitation d'ADP pour l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle a estimé que le travail des experts serait long et difficile. « Il s'agit de démêler un écheveau, un enchevêtrement de poutres de béton, de parties métalliques, de parois vitrées sur au moins deux niveaux », a précisé François Charritat.

Concernant les victimes, il a affirmé que les corps d'un ressortissant chinois et d'un ressortissant tchèque avaient été identifiés. Le gouvernement chinois a annoncé pour sa part que deux voyageurs chinois faisaient partie des victimes. Le bilan a été ramené hier de cinq à quatre morts.

Dans l'immédiat, la réouverture du terminal n'est pas à l'ordre du jour. « On ne prendra aucun risque. Le plus vraisemblable, c'est qu'on puisse le rouvrir très partiellement, et en tout cas pas dans la zone qui est concernée avant qu'on ait toutes les certitudes. » Si un défaut de conception majeur de la structure du terminal était avéré, « nous raserons l'ensemble », affirme toutefois le président d'ADP, Pierre Graff.

Air France a fait savoir que la soixantaine de vols prévus quotidiennement à ce terminal sont transférés jusqu'à nouvel ordre dans d'autres terminaux de Roissy.

Changements climatiques

Ottawa et Toronto signent une entente

LOUIS-GILLES
FRANCEUR
LE DEVOIR

L'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé vendredi dernier une entente de coopération pour lutter conjointement contre les changements climatiques. Cette entente ne comporte aucun plan d'aide budgétaire, car l'Ontario n'a pas, comme c'était le cas du Québec jusqu'à l'an dernier, un programme provincial qu'elle entend administrer avec ses propres objectifs.

Mais l'entente conclue avec Ottawa, qui laisse au gouvernement fédéral le soin de mettre en place des politiques par secteur d'activité économique, prévoit néanmoins que la province voisine, en fonction de ses compétences constitutionnelles, « explorera les possibilités de coopération » avec Ottawa dans le domaine des approvisionnements en énergie et en électricité renouvelable, en matière d'efficacité énergétique, de carburants, d'environnement, d'innovation et de technologie, de ressources foncières et d'agriculture et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Québec, qui n'évoque plus depuis un an de son plan de lutte

contre les changements climatiques, semble dans ce domaine vouloir laisser le champ libre au gouvernement fédéral. Les provinces émettrices de forts volumes de gaz à effet de serre, comme l'Ontario et l'Alberta, ont avantage à s'aligner sur la stratégie sectorielle d'Ottawa, qui laisse la production d'électricité à partir de combustible fossile augmenter sans frein pour encore trois ou quatre ans, ce qui y accélère la production thermique au profit du développement économique.

Par contre, le Québec, dont l'important secteur industriel risque de devoir compenser par des réductions l'augmentation de la production thermique des autres provinces, est en voie de devenir une des dernières provinces à n'avoir signé aucune entente avec le gouvernement fédéral, ce qui laissera peu de marge de manœuvre à Ottawa pour tenir compte des besoins de l'économie québécoise. Selon les scénarios analysés en 2003 par le gouvernement Landry, l'application intégrale du plan fédéral fera porter au Québec un fardeau disproportionné parce qu'il ne tiendrait pas compte du fait que c'est la province qui a le plus faible niveau d'émissions par habitant.

EN BREF

Richard Grasso est poursuivi en justice

(AP) — Le procureur général de l'État de New York, Eliot Spitzer, a engagé hier des poursuites contre l'ancien patron de la Bourse de New York, Richard Grasso, dans l'affaire de son plan de rémunération de 187,5 millions de dollars, qui a conduit à sa démission l'an dernier après avoir nourri une vive polémique. M. Spitzer a annoncé sur son site Internet l'action en justice contre M. Grasso et contre un ancien membre du conseil d'administration de la Bourse de New York (NYSE), Kenneth Langone. Elle fait suite à une enquête de quatre mois. Le procureur général estime que le plan de rémunération de M. Grasso est « illégal » et demande qu'un juge le révoque et fixe à la place une compensation « raisonnable ».

Médicaments : Couillard réprimandé

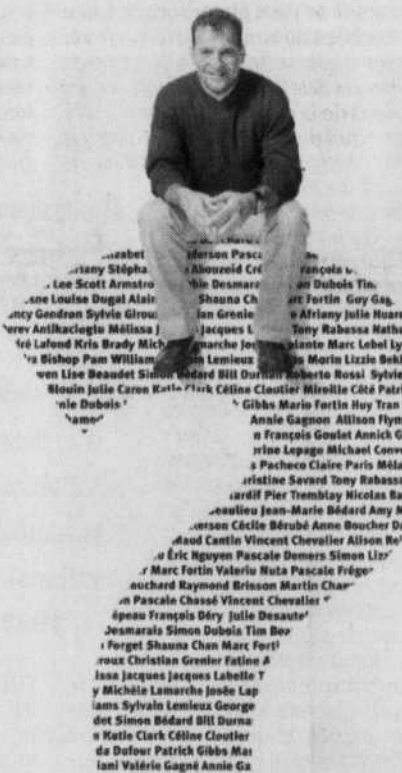
(Le Devoir) — Après le Front commun des assistés sociaux du Québec samedi, c'était hier au tour du Collectif pour un Québec sans pauvreté d'exprimer sa déception de voir que le gouvernement Charest ne pourra respecter sa promesse d'assurer la gratuité des médicaments aux personnes âgées à faibles revenus et aux assistés sociaux aptes au travail. « Si le gouvernement n'a pas les moyens de se payer ça, écrit le collectif dans une lettre ouverte diffusée hier, les prestataires de l'aide sociale aptes au travail et sans emploi l'ont encore moins. À 533 \$ par mois, la prestation d'aide sociale "apte" ne couvre déjà pas les besoins essentiels de base pour le logement et la nourriture. Et elle n'a pas été prévue pour couvrir les besoins en médicaments. » Actuellement, une franchise de 17 \$ est exigée pour avoir droit aux médicaments prescrits. Les rendre gratuits coûterait environ 23 millions, selon l'évaluation gouvernementale.

Abolition de la règle d'unanimité du jury?

(PC) — À la lumière des méga-procès, un comité mis sur pied par Ottawa et les provinces recommande l'abolition de la règle d'unanimité au sein des jurys, un des principes fondateurs du droit criminel canadien. En vertu de cette règle, l'accusé ne peut être déclaré coupable que si tous les jurés sont d'accord avec le verdict. Selon le ministre de la Justice du Manitoba, Gord Mackintosh, la recommandation est une initiative du Québec, qui se préoccuperait du danger d'intimidation des jurés. Le Québec, comme le Manitoba et d'autres provinces, s'efforce de trouver des façons de mieux gérer les « méga-procès », dans lesquels plusieurs personnes sont accusées et qui impliquent habituellement des allégations reliées au crime organisé.

RÉFÉRENDUM MUNICIPAL DU 20 JUIN 2004

Règles de financement Du 22 mai au 20 juin 2004



Secteurs

À Longueuil

Boucherville
Brossard
Greenfield Park
Saint-Bruno
de-Montarville
Saint-Lambert

À Beauharnois

Maple Grove
Melocheville

À Saint-Hyacinthe

Sainte-Rosalie
(paroisse)

À Mont-Tremblant

Mont-Tremblant
Lac-Tremblant-Nord

À Saint-Jean

sur-Richelieu
Saint-Athanase

À Salaberry

de-Valleyfield
Grande-Île
Saint-Timothée

À Montréal

Anjou
Baie-d'Urfé
Beaconsfield
Côte-Saint-Luc
Dollard-des-Ormeaux
Dorval
Hampstead
Kirkland
Île-Bizard
Île-Dorval
LaSalle
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Mont-Royal
Pierrefonds
Pointe-Claire
Roxboro
Sainte-Anne
de-Bellevue
Sainte-Geneviève
Saint-Laurent
Senneville
Westmount

Vous voulez vous impliquer?

Sachez qu'il y a des règles sur les contributions et les dépenses qui doivent être respectées durant la période référendaire.

Vous voulez former un comité du « oui » ou du « non »?

Si aucun comité n'a été formé dans votre secteur pendant la période des registres, vous avez jusqu'au 27 mai pour vous inscrire auprès du Directeur général des élections. Pour connaître la liste des comités déjà formés, consultez notre site Web.

Notez que vous pouvez agir comme « personne affiliée » à un comité et participer à ses activités sans être inscrit.

N'oubliez pas que durant la période référendaire, seul l'agent officiel d'un comité peut recueillir des contributions et autoriser des dépenses.

Vous désirez défendre une option, mais sans être affilié à un comité?

Vous avez jusqu'au 2 juin pour obtenir une autorisation à titre de « personne non affiliée » auprès du Directeur général des élections.

Les formulaires d'inscription à un comité et les demandes d'autorisation à titre de personne non affiliée sont disponibles sur notre site Web.

Pour plus d'information :

- 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
- www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

HOMMAGE

SERGE TURGEON (1946-2004)

« C'était un artiste socialement engagé »

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Comédien et communicateur, son plus grand rôle aura été celui de leader de sa communauté, celui de l'artiste totalement impliqué dans sa société. Son successeur à la présidence de l'Union des artistes, Pierre Curzi, a d'ailleurs déclaré cette semaine à la télévision de Radio-Canada que Serge Turgeon avait été « un homme public et un homme politique ».

Il avait d'ailleurs été couronné par tous les partis politiques québécois, semble-t-il. Pour expliquer pourquoi il résistait aux sirènes de la politique partisane, il avait déjà déclaré qu'« il y a toutes sortes de façons de faire de la politique ».

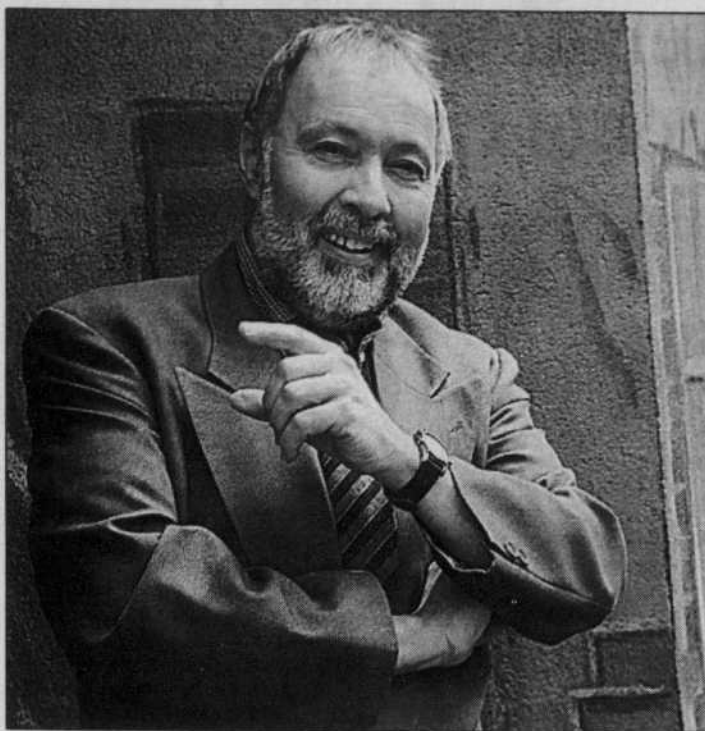
Ce qui explique pourquoi, depuis l'annonce de sa mort, les hommages proviennent autant de ses pairs immédiats, les comédiens, que des politiciens et des dirigeants de syndicats et de regroupements professionnels. Dans *Le Devoir* de vendredi le président de l'Union des écrivains québécois, Bruno Roy, apportait un témoignage personnel qui résumait bien l'impact de Serge Turgeon: « Il m'a appris à faire de la

politique dans le sens le plus noble du mot: servir la cité. »

Et un autre des hommages est venu d'une ancienne ministre des Affaires culturelles, Lise Bacon, qui n'était pourtant pas dans sa famille idéologique immédiate, puisque Serge Turgeon était un souverainiste engagé, mais avec qui elle avait élaboré la Loi sur le statut de l'artiste. « J'ai pu constater ses grandes qualités comme l'honnêteté, la combativité ou encore le dévouement », écrivait-elle vendredi dernier dans *La Presse*. C'était sans contredit un homme entier et intègre.

Fils d'une journaliste de *La Presse*, Nélida C. Turgeon, Serge Turgeon avait intégré sa première troupe de théâtre amateur à 17 ans, alors qu'il étudiait la philosophie à l'Université de Montréal. Pour le grand public, il avait été apprécié pour différents rôles dans des téléromans populaires, dont celui du fils de la riche héritière dans *Les Belles histoires des pays d'en haut*, et celui de Jérémie dans *Entre chien et loup*.

Homme de théâtre, Serge Turgeon était également un homme de radio. Il avait d'ailleurs soutenu son ami Jean-Pierre Coallier en lui prêtant sa voix pour sa nouvelle



Serge Turgeon

station Radio-Classique. Et c'était un communicateur qui connaissait très bien tous les tics et les travers des médias, puisqu'il avait

eu l'occasion d'analyser en profondeur le travail des médias dans sa revue de presse qu'il a livrée pendant des années à l'émission matinale de TVA.

Mais c'est évidemment en occupant le poste de président de l'Union des artistes pendant douze ans, de 1985 à 1997, qu'il a joué ce rôle de leader aujourd'hui salué. Tous les témoignages recueillis ces derniers jours font état de sa force de persuasion et de sa détermination pour améliorer les conditions de vie des artistes québécois. John Parisella, qui est membre du conseil d'administration du Théâtre du Rideau Vert dont Serge Turgeon avait pris la direction ces dernières années, a d'ailleurs déclaré la semaine dernière que celui-ci « n'était pas qu'un homme qui pratiquait son art: c'était un artiste socialement engagé ».

Serge Turgeon a donc convaincu le gouvernement d'adopter une Loi sur le statut de l'artiste, une première mondiale semblait-il, une loi qui, entre autres, oblige les producteurs à signer des accords avec les représentants des artistes.

Mais cette loi n'est pas le seul combat qu'il a mené à la tête de

l'UDA. Serge Turgeon a également porté haut et fort le dossier du doublage, pour faire en sorte qu'un plus grand nombre de films québécois puissent être doublés au Québec plutôt qu'en France. Il avait également piloté la création de la Caisse d'économie Desjardins de la culture. Plus récemment, il s'était occupé du Fonds d'investissement de la culture et des communications, un fonds de capital de risque géré par des artistes, dont il était président du conseil.

Ce rôle social, il l'avait assumé pleinement en représentant également les artistes à la Commission Bélanger-Campeau qui avait suivi l'échec de l'entente du Lac Meech. Plusieurs prix lui avaient été décernés pour souligner cet engagement social, dont celui de Patriote de l'année par la Société Saint-Jean-Baptiste, celui de l'Ordre national du Québec en 2001, l'Ordre de la Pléiade en 2003 pour sa contribution à l'essor de la francophonie, et il devait recevoir l'Ordre du Canada cette année.

Serge Turgeon laisse dans le deuil six enfants de deux conjointes différentes, et il était quatre fois grand-père.

L'homme de toutes les scènes

Le comédien a compris très tôt que de communiquer avec autrui lui procurerait ses plus grands plaisirs, en théâtre, en politique et en information

Le 29 septembre 1997, dans le cadre de ses grandes entrevues du lundi, *Le Devoir* publiait une entrevue de Marie-Andrée Chouinard avec Serge Turgeon. Nous republions intégralement ce texte où l'homme de théâtre s'y montre, comme à son habitude, un homme d'action.

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

J'aime bâtir ce qui a besoin d'un brin de solidification. Là où certains crouleraient sous le fardeau des responsabilités, baisseraient les bras devant l'ampleur de la tâche à accomplir, lui vit, bouge, fonce jusqu'à la réalisation des objectifs établis. Mission accomplie, il change de cible, en quête de nouveaux défis, d'une manière nouvelle de construire la culture et de l'élever très haut, encore plus haut.

C'est l'homme à tout faire du vaste monde des communications. Celui qui laisse son empreinte un peu partout où sa fibre bagarreuse se frotte. Serge Turgeon a compris tôt, très tôt, que de communiquer avec autrui lui procurerait ses plus grands plaisirs, en théâtre, en politique, en information. Bien d'autres l'ont compris aussi, l'agrippant au passage aussi souvent que le besoin d'un architecte de la culture se faisait sentir pour rebâtir un château de cartes effondré.

Après plus d'une décennie à la barre de l'Union des artistes, Serge Turgeon a décidé de changer de cap. Direction? La scène, le théâtre, un lieu familier, l'occasion d'effectuer un retour sur le terrain, du côté des institutions culturelles qui surnaissent et essaient de se maintenir à flot. Cette fois, il associe son nom à celui d'une des fondatrices du Théâtre du Rideau Vert, Mercedes Palomino, et devient directeur général adjoint de la plus ancienne compagnie théâtrale montréalaise.

Retour sur le terrain donc, à bagner encore dans le monde des artistes, mais avec une optique différente cette fois. « J'aime à penser qu'on m'a donné la mission de faire entrer le Théâtre du Rideau Vert dans le XXI^e siècle », explique Serge Turgeon. « C'est un défi de taille quand on pense que nous sommes aujourd'hui dans un monde où l'on vend de plus en plus d'espace et de temps virtuels. Alors, voilà notre objectif: faire comprendre aux gens que le théâtre, c'est un art vivant, un espace et un temps réels, ce qui risque fort de devenir une denrée rare au

cours des prochaines années. »

Il y a déjà quelques printemps, l'homme de théâtre a lui-même foulé les planches du Rideau Vert. Une expérience à laquelle il n'a pas renoncé et qu'il pourrait peut-être reprendre si un jour un horaire moins chargé le laissait souffler un brin. La revue de presse qu'il livre chaque jour au réseau TVA l'obligeant quasiment à sonner les matines, il ne peut guère songer à des représentations nocturnes. « Je regarde cette salle de 425 places et je me dis voilà une vraie salle de théâtre, à dimension humaine, avec gros plan sur l'acteur. J'aimerais convaincre les citoyens de nos quartiers à reprendre possession de leur théâtre. »

Dans quelques jours, l'homme ajoutera à son tableau d'honneur le prix spécial de l'Académie, décerné dans le cadre de la remise des prix Gémeaux par l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision. « Pour son dévouement et l'excellence de sa contribution à l'industrie télévisuelle et cinématographique d'ici », affirme-t-on pour accompagner la distinction.

Sa contribution à l'industrie télévisuelle et cinématographique passe

inévitablement par l'empreinte qu'il a laissée à la suite de ses douze années de présidence à l'Union des artistes. Il signe son passage à l'UDA notamment et surtout avec la Loi sur le statut d'artiste adoptée par l'Assemblée nationale en 1987.

Lorsqu'il a tourné le dos à la présidence de l'UDA, laissant son siège au comédien Pierre Curzi, personne n'a vraiment sursauté: il avait manifesté cette intention trois ans auparavant, au moment d'entamer son dernier mandat. « Mais il n'y avait pas de relève, personne d'assez fou peut-être pour s'engager dans cette aventure. »

De tout temps, il a voulu ennoblir le statut de l'artiste et accoler une étiquette légale à ce qu'était l'artiste-interprète-pigiste. A la fin de 1987, la victoire fut prononcée. La loi 90 venait d'assurer aux artistes une sécurité qui leur était difficilement accessible auparavant, obligeant notamment les producteurs à signer des ententes avec les représentants accrédités des artistes. « J'ai voulu

changer les esprits, les mentalités, de mes camarades d'abord, les convainquant de l'importance pour les artistes de revendiquer un meilleur statut », explique Serge Turgeon. « J'ai voulu leur faire prendre conscience du fait que nous avions des responsabilités, quelle que soit l'option que nous partagions, et que nous ne pouvions pas laisser aux seuls avocats et politiciens le soin de décider pour nous de l'avenir de la société. »

Dans le même ordre d'idées, Serge Turgeon voyait comme une nécessité le fait que les artistes puissent frapper à la porte d'une institution financière sans qu'on les toise à la seule et unique mention de leur profession. Avec la création en 1994 d'une caisse d'économie et de la culture, affiliée à la Fédération des caisses d'économie Desjardins, le statut de l'artiste, devenu la marque de commerce de l'ex-président de l'UDA, venait de recevoir une nouvelle couche de dorure.

Depuis le début de l'année, il préside le conseil d'administration du Fonds d'investissement de la culture et des communications, un fonds de capital de risque dans lequel le Fonds de solidarité de la FTQ ainsi que la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) ont investi conjointement 15 millions de dollars. « Ce n'est pas un organisme qui donne des subventions, mais qui peut faire en sorte que les entreprises prennent leur envol. Il faut investir dans la culture, mais de croire que cela deviendra rentable dès le départ, voilà où l'on se trompe. Parce que la culture sera probablement toujours au point de départ une entreprise déficitaire et qu'il faudra créer longtemps avant que naisse un chef-d'œuvre. »

Espérer qu'un jour la culture côtoie santé et éducation dans le rang des priorités gouvernementales fait partie des batailles qui ont oxygéné le comédien-journaliste-pseudo-politicien. « Et je crois que de plus en plus, la culture est à la table des grandes décisions. C'est

un peu ce que nous voulions quand nous avons préparé la politique culturelle [en 1992, avec la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla]: faire en sorte que la culture ne soit plus laissée pour compte, qu'elle fasse partie des grands enjeux. Et je crois qu'on a compris que le ministère de la Culture est l'un des plus importants, ou ça devrait l'être du moins, parce que la culture représente ce que l'on est, notre ouverture, notre approche, ce qu'on veut être collectivement. Tout est fondamentalement une question de culture et lorsqu'on l'aura compris, d'un bout à l'autre du pays, on aura réglé bien des petits problèmes. »

Le théâtre

comme un rendez-vous

A sept ans, il se rendait aux cours de diction de Mme Audet plutôt que de fréquenter assidûment les scouts, comme la majorité de ses copains. Mme Audet, « l'équivalent d'un conservatoire à elle seule », représentait la porte d'entrée dans l'univers de la radio, de la télé et dans celui des planches. Serge Turgeon y connaît là la piqure de la communication. La fièvre devait l'emporter et ne plus le quitter, le guidant au fil des ans à travers plusieurs des divers plaisirs de la communication.

À la télévision, il fait part des joies et angoisses de ses personnages dans *Les Belles Histoires des pays d'en haut* (Léon Dalbrand), *Rue des Pignons* (Guillaume Joant), *Terre humaine* (Laurent Dantin) et *Entre chien et loup* (Jérémie L'Heureux). Au théâtre, il vagabonde d'une scène à l'autre, se joignant quelques années à Jean Duceppe pour diriger la compagnie de théâtre de l'illustre personnage.

« J'ai en quelque sorte commencé au théâtre et c'est drôle que j'y revienne comme ça, au Rideau Vert. Je voudrais que les citoyens considèrent le théâtre comme un rendez-vous à ne pas manquer. Parce que le théâtre, dans le fond, c'est un moment privilégié dans le temps, un rendez-vous à telle heure, tel endroit, pour communiquer les uns avec les autres. Tant de gens n'ont même pas idée de ce qui se fait autour d'eux, au théâtre. J'aimerais qu'on puisse leur communiquer le goût d'y venir. »

Sa mère journaliste lui a sans doute transmis cette fibre curieuse qui lui donne encore le courage, peu après ses 50 ans et avec une trentaine d'années d'expérience en la matière, de se lever tous les matins de la semaine pour livrer aux téléspectateurs, jadis aux auditeurs, le contenu des journaux et des éditoriaux.

« Ce lien avec l'information, je le trouve vital. Il me permet de fonctionner, il alimente mes idées, mes jugements, et je pourrais difficilement m'en passer », confie M. Turgeon, que l'on peut voir tous les jours à l'émission *Salut Bonjour*, au réseau TVA, présenter sa revue de presse.

Communiquer aussi avec ses enfants — ils sont six, âgés de 6 à 31 ans, et s'ajoutent désormais à cette lignée de protégés trois petits-enfants —, lesquels lui permettent de conserver, à leur manière et selon leur âge, un contact avec la réalité.

Communiquer enfin sa passion pour la culture, sa valeur, son rôle aussi dans la société. « J'ai toujours cru qu'au cœur d'un projet de société, il y a d'abord un projet culturel. Et au cœur de ce projet culturel, il y a la création, et l'artiste. Voilà ce qu'il faut valoriser, et de toutes les façons. »

Serge Turgeon

a défendu avec une indomptable énergie la cause des artistes du Québec. Sa détermination et son dévouement ont inspiré les gouvernements dans leurs actions en faveur de meilleures conditions socioéconomiques pour nos créateurs et créatrices. Au nom des Québécoises et des Québécois, je rends hommage à un être d'exception qui a servi notre culture avec beaucoup de vision et de dynamisme.

La ministre de la Culture
et des Communications

Line Beauchamp

Line Beauchamp

Québec

Conseil des arts
et des lettres
Québec

Québec

dix
ans

SERGE TURGEON (1946-2004)

Depuis 40 ans, Serge Turgeon a marqué la scène culturelle du Québec à titre de comédien, d'animateur, de journaliste, de gestionnaire, d'administrateur et de militant. Admiré à la fois pour son talent et pour la ferveur de son engagement, ce boureur de travail et grand perfectionniste a toujours su allier l'action à la rigueur et à la générosité. Il rejoignait naturellement ceux et celles qui faisaient appel à son expérience, en dépit d'un horaire chargé et d'une santé fragile au cours des dernières années.

Lorsque Serge Turgeon s'éloignait des planches ou des plateaux de tournage, il consacrait ses énergies à des activités publiques visant la défense des intérêts du milieu culturel au sein de divers groupes de travail. Il a milité activement pour la reconnaissance légale du statut professionnel de l'artiste et pour favoriser l'essor de la francophonie. Il a fait partie du groupe-conseil sur la politique culturelle qui a déposé un projet de politique à la ministre des Affaires culturelles de l'époque, Madame Liza Frulla. Il a également soutenu la mise sur pied d'institutions importantes dont la Caisse d'économie de la culture et le Fonds d'investissement de la culture et des communications. Au cours des derniers mois, il s'est investi sans relâche à la relance du Théâtre du Rideau Vert, l'une de nos plus vieilles institutions théâtrales.

Aujourd'hui, le Québec est en deuil d'un grand comédien et d'un ardent défenseur des droits des artistes. J'exprime le vœu, au nom du conseil d'administration et du personnel du Conseil des arts et des lettres du Québec, que la tristesse dans laquelle nous plonge le départ prématuré de Serge Turgeon cède à l'espoir que sa contribution exceptionnelle à la vie culturelle et artistique inspire ceux et celles qui prendront sa relève.

La présidente-directrice générale,

Marie-Claire Lévesque

Marie-Claire Lévesque

LE DEVOIR

LE MONDE

Les enquêtes sur les sévices s'étendent à l'Afghanistan et à Guantanamo

ASSOCIATED PRESS

Washington — Le scandale des sévices perpétrés sur des prisonniers par des soldats américains en Irak menace de s'étendre à l'Afghanistan et à la base de Guantanamo (Cuba). Les missions d'inspection sur les conditions de détention dans cette dernière se succèdent alors que d'anciens détenus récemment libérés affirment y avoir été victimes de mauvais traitements.

En Afghanistan, le général Charles Jacoby a commencé à examiner les conditions de détention dans la vingtaine de prisons gérées par l'armée américaine, a annoncé hier le Pentagone. Au moins trois prisonniers y sont morts et d'anciens détenus disent y avoir subi des sévices. Le général Jacoby devrait remettre son rapport à la mi-juin.

Concernant Guantanamo, le vice-amiral Albert Church, qui a visité brièvement la base début mai, à la demande du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, a recommandé un examen plus approfondi des conditions de détention. Il a estimé que les prisonniers étaient bien traités, mais que la situation avait pu être différente auparavant.

Plusieurs anciens détenus britanniques récemment libérés affirment avoir été victimes de mauvais traitements à Guantanamo et que les sévices auraient été filmés. Le sénateur américain Patrick Leahy a demandé au Pentagone que tout document vidéo en sa possession sur ces faits soit rendu public.

Une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) va retourner sur place fin mai pour mener une inspection: la Croix-Rouge est la seule organisation indépendante autorisée à rencontrer les quelque 600 détenus de la base.

Elle a critiqué la nature des détentions à Guantanamo, où des prisonniers soupçonnés d'avoir des liens avec l'ancien régime taliban ou avec al-Qaïda sont incarcérés sans aucune inculpation et sans limitation de durée.

Elle a également dénoncé la décision de l'administration Bush en 2002 de ne pas y appliquer les conventions de Genève. Washington justifie ce régime d'exception

en affirmant qu'il ne s'agit pas de prisonniers de guerre, mais de personnes soupçonnées de terrorisme et de détenir des informations sur des projets d'attentats.

Les premiers détenus de Guantanamo sont arrivés le 11 janvier 2002 en provenance d'Afghanistan. Les responsables du Pentagone affirment que les détenus ont été traités humainement dès le début, mais ils reconnaissent des zones d'ombre. «Nous en découvrons beaucoup alors que nous nous efforçons d'avoir une vue globale de toutes les opérations de détention», souligne Larry Di Rita, porte-parole de Donald Rumsfeld.

M. Di Rita a confirmé la semaine dernière que des avocats militaires du Pentagone avaient élevé des objections sur certaines méthodes d'interrogatoire à Guantanamo en 2002, notamment concernant un prisonnier soupçonné d'avoir des informations sur un projet d'attentat. Mais il n'a pas fourni de précisions, ces techniques d'interrogatoire étant secrètes, selon lui.

Entendu par une commission sénatoriale, le général Geoffrey Miller, récemment muté en Irak après avoir dirigé la prison de Guantanamo pendant 17 mois, a affirmé qu'il «n'y a pas eu d'abus systématiques» sur les prisonniers à Cuba, «à aucun moment». Et de faire allusion à trois ou quatre incidents selon lui mineurs.

Le vice-amiral Albert Church, qui a inspecté brièvement Guantanamo le 6 et 7 mai, a déclaré avoir recensé huit «infraction mineures» au règlement. Quatre impliquant des gardiens, trois des interrogateurs et la dernière un coiffeur, pour avoir fait «une coupe non autorisée» à un détenu. Un des gardiens en cause a été dégradé pour avoir frappé un détenu, cas le plus grave recensé, selon Albert Church.

Reste que plusieurs Britanniques récemment libérés de Guantanamo ont donné une tout autre version, affirmant que les détenus étaient forcés de se dévêtir, enchaînés au sol pendant des heures et que les gardiens utilisaient des chiens ou de la musique assourdissante pour leur extorquer des aveux. Ils ont notamment déclaré avoir été battus et soumis à des traitements dégradants.

PO: Tsahal achève son retrait de Rafah

Le conseiller juridique du gouvernement israélien renonce à inculper Ariel Sharon pour corruption

ASSOCIATED PRESS

Jérusalem — Les derniers chars et soldats israéliens ont quitté hier soir le camp de réfugiés palestiniens de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, mettant un terme — au moins provisoire — à l'opération «Arc-en-Ciel», ont annoncé des responsables militaires.

Toutefois, un haut responsable de l'armée israélienne a prévenu que les opérations pourraient reprendre. «Nous prenons une longue respiration et puis nous continuons», a assuré ce responsable qui a requis l'anonymat.

En une semaine, l'opération «Arc-en-Ciel» a provoqué la mort de 41 Palestiniens et a abouti à la destruction de deux tunnels par lesquels transitent des armes entre l'Égypte et la bande de Gaza.

Dans la nuit de dimanche à hier, les forces israéliennes s'étaient retirées d'un quartier de Rafah, Tel Sultan, laissant derrière elles des scènes de dévastation. Dans la journée, elles ont évacué un autre quartier, celui de Brazil.

En Cisjordanie, Tsahal a pénétré brièvement hier dans la ville de Naplouse. Un adolescent de 14 ans a été tué lors de la dispersion de lanceurs de pierres.

Sur le plan diplomatique, l'Égypte a dépêché un émissaire auprès de l'Autorité palestinienne, porteur d'un message à l'intention de Yasser Arafat afin de l'appeler à ne pas saboter un éventuel retrait israélien de la bande de Gaza.

Les habitants de Rafah ont dressé un lourd bilan matériel de l'opération «Arc-en-Ciel». Plusieurs dizaines de maisons sont en ruine ou au minimum très endommagées dans le quartier de Tel Sultan, où vivent 25 000 personnes. Les bulldozers israéliens ont ravagé plusieurs hectares de serres et de terres agricoles.

Le tollé suscité dans le monde par la brutalité de cette opération a même provoqué une certaine indignation en Israël. Ainsi, le ministre centriste Yosef Lapid, survivant de la Shoah, a déclaré que, sans vouloir comparer ces événements à l'attitude des nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, les images de l'incursion de Rafah lui rappelaient de très mauvais souvenirs. Cette sortie a été vivement critiquée par ses collègues.

L'armée israélienne se justifie



SUHAIB SALEM REUTERS

Dans la bande de Gaza, de nombreuses familles sont désormais sans foyer à la suite de l'opération «Arc-en-Ciel».

en expliquant qu'il est crucial de couper l'approvisionnement de l'ennemi en armes. Elle met en avant la menace que pourraient représenter en Israël même des fusées de moyenne portée telles que les Katioucha si les Palestiniens parvenaient à s'en procurer. Les critiques estiment en revanche que l'utilité militaire de l'opération de Rafah est loin d'être démontrée.

Par ailleurs, le conseiller juridique du gouvernement israélien, Menachem Mazuz, a renoncé à inculper le premier ministre Ariel Sharon pour corruption, malgré l'avis favorable de la procureure d'Etat, ont rapporté hier soir deux chaînes de télévision.

Le conseiller juridique a estimé que le dossier ne contenait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer une inculpation contre le premier ministre, ont annoncé la deuxième et la dixième chaînes de télévision israéliennes en ouverture de leur journal du soir.

M. Mazuz devrait annoncer d'ici au 15 juin sa décision de clore le volet Sharon de cette affaire de corruption, selon les deux chaînes.

Pour inculper le premier ministre, il aurait fallu établir une volonté de sa part d'accepter un pot-de-vin. En cas d'inculpation, Ariel Sharon aurait probablement été contraint de démissionner.

EN BREF

Un groupe rebelle est né au Mexique

Mexico (AFP) — Les autorités mexicaines étaient en alerte hier après l'attentat à l'explosif revendiqué par un groupe rebelle inconnu qui a endommagé samedi trois sucursales bancaires dans l'Etat de Morelos, à 120 km au sud de Mexico. «Nous allons nous assurer que la tranquillité continue à régner dans le pays, et j'espère que l'acte réparable de Morelos est isolé et focalisé sur cette région», a déclaré hier le président Vicente Fox. Les attentats, qui n'ont pas fait de blessés, ont été revendiqués par un groupe inconnu, le «commando jaramilliste de Morelos 23 mai», du nom d'un chef guérillero mexicain tué en mai 1962, Ruben Jaramillo. Dans un communiqué, le groupe a affirmé vouloir dénoncer la politique de M. Fox et la «narco-corruption» dans l'Etat de Morelos.

Belgrade et Zagreb se rapprochent

Zagreb (Reuters) — Le président de la Serbie et Monténégro, Svetozar Marovic, a effectué une visite historique hier en Croatie pour promouvoir le rapprochement amorcé entre Belgrade et Zagreb. Il est le premier chef d'Etat au pouvoir à Belgrade à se rendre à Zagreb depuis l'indépendance de la Croatie, en 1991, et la guerre en ex-Yougoslavie. Son hôte, Stjepan Mesic, et lui ont réaffirmé un engagement commun en faveur de la paix et de la coopération, notamment dans l'optique de négociations sur une éventuelle adhésion à l'Union européenne. «Le temps des changements de frontières est derrière nous. Ce qui peut être changé à présent, c'est la coopération transfrontalière entre les pays», a souligné le président croate.

Bagdad encore malmenée

Bagdad (AP) — Les violences se sont poursuivies hier en Irak alors qu'un explosion à Bagdad faisait deux morts parmi les civils britanniques, tandis que des insurgés irakiens tiraient au mortier sur des bâtiments de la capitale irakienne.

Une bombe sur le bord de la route a détruit un véhicule civil hier près d'une entrée de la «zone verte», qui abrite le siège de la coalition américaine dans le centre de Bagdad. Deux Britanniques ont été tués dans l'explosion, qui a également fait deux blessés.

Dans un autre incident, un homme et une femme ont péri dans l'explosion de leur voiture près d'un stade de Bagdad, a annoncé la police irakienne. Une enquête a été ouverte.

Des rebelles irakiens ont également tiré à la roquette ou au mortier sur des bâtiments de Bagdad, sans toutefois faire de victime. Un projectile a atterri dans la «zone verte», tandis que d'autres tirs touchaient plusieurs maisons et le toit d'une école primaire.

A Mossoul (nord), des tirs de mortier et une grenade ont explosé devant trois cinémas, sans faire de victime, a annoncé l'armée américaine. Des attaques similaires visant cinémas ou magasins d'alcool ont déjà été attribuées à des extrémistes musulmans.

L'armée américaine a annoncé qu'elle libérerait vendredi un nouveau groupe de détenus, environ 400, de la prison d'Abou Ghraïb, au cœur du scandale des sévices infligés à des prisonniers irakiens par des soldats américains. Vendredi dernier, elle a déjà relâché 454 prisonniers de ce centre de détention de la périphérie ouest de Bagdad. Il y resterait encore plusieurs milliers de détenus.

Club 402-HOMME®
Depuis 1977

Costumes griffés importés d'Italie

399\$

Tissus signés
- Cerruti 1881 - Zegna
- Marzotto - Zignone, etc.

1118, rue Sainte-Catherine Ouest
2^e étage, Montréal • (514) 861-3636
Heures d'ouverture : Lun. au ven. 10 h à 18 h. Sam. 10 h à 16 h

Ce numéro est une obligation :

1 800 463-5229

Les nouvelles Obligations d'épargne du Québec sont arrivées !

Émission en vente jusqu'au 1^{er} juin

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h.

Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

Roulez à ciel ouvert.

Lincoln LS 2004

Lincoln Aviator 2004

Lincoln Navigator 2004

Lincoln LS 2004

Dépêchez-vous d'obtenir sans frais le toit ouvrant transparent à commande électrique d'une valeur au détail de 1595 \$ à l'achat d'un modèle Lincoln LS, Aviator ou Navigator 2004 neuf.

Lincoln LS 2004
• Moteur V6 31 DACT • Jantes de 16 po en aluminium poli • Antipatinage à toutes les vitesses • Boîte de vitesses automatique • Sièges avant à régulation de la température [chaud/froid] avec dessus en cuir haut de gamme • Glaces/verrouillage des portes/rétroviseurs chauffants à commande électrique • Climatisation à régulation automatique de la température à 2 zones • Radio AM/FM stéréo haut niveau avec lecteurs cassette/cdoser

39 995\$

Lincoln Aviator 2004
• Moteur V8 4,6 L 302 ch DACT • Transmission intégrale • Jantes de 17 po en aluminium avec système de surveillance de la pression des pneus • Sièges avant en cuir à régulation de la température [chaud/froid] • Chaîne Audiophile avec chargeur de 6 CD • Aménagement 7 places • Banquette de 3^e rangée repliable à plat

56 240\$

Lincoln Navigator 2004
• Moteur V8 5,4 L DACT • Transmission 4x4 automatique ControlTrac® • Jantes de 18 po en aluminium • Contrôle dynamique de stabilité AdvanceTrac® • Hayon à commande électrique • Banquette de 3^e rangée repliable à plat électriquement • Sièges avant en cuir à régulation de la température [chaud/froid] • Chaîne Audiophile avec chargeur de 6 CD

68 995\$

SERVICE PRIVILÈGES LINCOLN®
UNE GAMME COMPLÈTE DE PRIVILÈGES DESTINÉS AUX PROPRIÉTAIRES DE VÉHICULES LINCOLN :
• ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS SUR 48 MOIS/80 000 KM
• ASSISTANCE DÉPANNAGE LINCOLN® PLANIFICATION DU TRAJET ET PLUS ENCORE.
• POUR EN SAVOIR PLUS, COMPOSEZ LE 1 800 387-9333 OU CONSULTEZ VOTRE CONSEILLER LINCOLN.

LINCOLN

Y A CEUX QUI SAVENT VOYAGER ET Y A LES AUTRES

lincolncanada.com

Photos à titre indicatif seulement. *Modèles Lincoln LS 2004, Aviator 2004, Navigator 2004 : frais de transport (1 065 \$) et taxes applicables en sus. Ces offres ne peuvent être combinées à aucune autre offre et s'appliquent à des particuliers sur approbation du crédit de Crédit Ford. Le conseiller peut vendre moins cher. Les offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. L'offre de toit ouvrant transparent sans frais s'applique aux véhicules équipés de ce toit ouvrant installé en usine. Pour plus de précisions, consultez votre conseiller Lincoln. Le programme d'entretien préventif sans frais, offert dans le cadre du Service Privileges Lincoln, s'adresse uniquement aux propriétaires d'origine et exclut les propriétaires et locataires de parcs automobiles ou de véhicules commerciaux. Le Service Privileges Lincoln et le programme d'entretien préventif sans frais s'adressent uniquement aux résidents canadiens, propriétaires ou locataires en détail d'un modèle Lincoln 2004.

É D I T O R I A L

Un plan
qui a du souffle

Jean Charest en a fait le cœur de ses forums régionaux: la démographie doit être à l'avant-plan des préoccupations des Québécois. Voilà qui rend fondamentale la mise en place d'un plan d'action cohérent en matière d'immigration, et c'est précisément ce que Michelle Courchesne, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), a à offrir.

Dans ses grandes lignes comme dans les détails de ses 135 pages, le plan d'action présenté la semaine dernière par la ministre Michelle Courchesne est fort intéressant. À la base, la ministre convient d'une réalité vécue par tous les immigrants: l'intégration ne passe pas seulement par l'apprentissage du français, aussi indispensable soit-il, mais aussi par l'accès à un emploi. Il faut donc mieux arrimer les compétences professionnelles des candidats à l'immigration aux besoins de main-d'œuvre du Québec.

Il faut aussi assurer un meilleur encadrement des nouveaux arrivants, dès leur pays d'origine et au Québec, ce qui sera fait notamment grâce à de nouveaux outils du MRCI comme ce «carnet de route» remis à chacun et un service d'agents d'accueil.

En retour, toutes les sphères de la société — régions, universités, ordres professionnels, employeurs, policiers, etc. — seront sollicitées pour vraiment faire de la place aux immigrants. La ministre est même parvenue à dépasser le stade des bonnes intentions, qui dominaient la première version du plan dont *Le Devoir* avait obtenu copie cet hiver. Ainsi, cinq millions sont consacrés au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi pour soutenir les employeurs qui embaucheront ceux-ci.

De même, les ménages qui emploient des aides familiales — ces employées de maison particulièrement isolées et facilement exploitables — auront l'obligation de leur laisser du temps pour suivre des cours de français. Le plan a d'ailleurs pour ambition générale de briser l'isolement souvent vécu par les femmes immigrantes.

Bref, tout cela est bel et bon. Mais le projet tiendra-t-il la route? C'est là l'inconnue. Il est pour le moment porté par la nature fougueuse de la ministre Courchesne, qui connaît bien son dossier et qui a pour atout un passé de sous-ministre à Québec. La machine gouvernementale ne lui fait pas peur. Elle en connaît suffisamment les rouages pour savoir comment donner un nouveau souffle à un dossier.

Mais l'argent reste le nerf de la guerre, et la ministre, qui annonce 21 millions d'argent neuf pour soutenir son plan, n'a quand même pas retrouvé l'entièreté des 24 millions supprimés dans le dernier budget Séguin.

L'armature du plan repose par ailleurs sur un partenariat entre le MRCI et Emploi-Québec, la même instance qui doit déjà offrir une aide personnalisée aux assistés sociaux afin qu'ils puissent mieux «insérer en emploi», selon le jargon gouvernemental. Mais Emploi-Québec, qui a pour double mission d'aider les chômeurs et les sans-emploi, doit assumer des compressions de 57 millions depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux. Elles se traduisent par des réductions de personnel et des difficultés à répondre aux commandes gouvernementales.

De plus, Emploi-Québec est réfractaire à toute approche ciblée: on est là pour tous ceux qui cherchent un travail, pas spécifiquement pour les jeunes, les femmes ou les immigrants, pour qui la recherche d'un emploi se double d'une acclimatation culturelle.

Les changements de mentalité sont possibles, plaide la ministre. Ne serait-ce que parce qu'un immigrant sans travail se retrouvera à l'aide sociale, donc aura forcément affaire avec Emploi-Québec. Mieux vaut dès lors s'occuper de lui en amont, faisait valoir Mme Courchesne au *Devoir* la semaine dernière. Soit. Mais dans une structure déjà ébranlée, ce sera la croix et la bannière de vaincre les résistances sur le terrain.

Il faudra en fait donner une chance au temps. Plusieurs mesures du plan d'action reconnaissent cette nécessité. Au gouvernement, et surtout au premier ministre, d'y croire à leur tour.

M. Charest fera-t-il de l'Immigration un poste où les ministres font trois petits tours et puis s'en vont, comme ce fut le cas sous le Parti québécois (sept ministres s'y sont succédés en neuf ans!). Ou renouera-t-il avec l'époque de Robert Bourassa, où Louise Robic et Monique Gagnon-Tremblay avaient pu faire leur marque en occupant la fonction de ministre l'une pendant trois ans et demi et l'autre cinq ans?

Outre le fait d'épargner le ministère d'autres compressions, le sérieux du gouvernement se mesurera aussi à de tels choix.

jboileau@ledevoir.ca



Josée Boileau

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

JACQUES VILLENEUVE DE RETOUR CHEZ WILLIAMS ?



LETTRES

Un vote pour la démocratie

Ce qui fait une démocratie, dit-on, c'est de pouvoir changer le parti au pouvoir. Comme cela s'est fait tout récemment en Inde, contre toute attente et d'une manière remarquable. Mais c'est aussi d'avoir un système de contre-poids. Aux États-Unis ce système repose en bonne partie sur la séparation des pouvoirs du Congrès, de la présidence et des tribunaux. Au Canada, il repose sur la séparation (moins nette) des pouvoirs entre l'État fédéral et les États provinciaux. Mais il faut aussi un système parlementaire vivant et efficace, où peut s'exercer constamment une opposition sérieuse et vigilante, soucieuse du bien collectif.

Il est vital de pouvoir changer de gouvernement ou de président. Dans le respect absolu des règles de la démocratie, ce qui n'est cependant pas toujours évident, comme cela fut le cas lors de la dernière élection présidentielle américaine. Mais changer de gouvernement ne suffit pas, si ce gouvernement n'est pas tenu de rendre des comptes devant le Parlement. On l'a vu récemment, au Canada, avec le scandale des commandites. Mais cela est vrai autant pour le respect du Protocole de Kyoto et la défense de la règle de droit au niveau international. La force du Canada n'est pas un gouvernement qui sait tout faire mais un gouvernement tenu de rendre des comptes au Parlement. (Plus, des médias indépendants, bien entendu.)

Le vote parfait qui permettrait d'être gagnant sur tous les tableaux n'existe pas. Quoi qu'on entende dire, il peut y avoir des votes chanceux, mais il n'y a pas de vote perdu. Sauf dans le cas de circonstances exceptionnelles, comme ce fut le cas en France il y a quelques années, quand il a fallu bloquer la montée d'un parti d'extrême droite, voter contre le pouvoir est aussi important que de voter pour le pouvoir. C'est voter pour la démocratie.

Lors de la prochaine élection fédérale canadienne, je voterai donc encore, comme je le fais depuis 40 ans, pour un parti d'opposition

soucieux de démocratie, qui risque même de jouer la balance du pouvoir: le Nouveau Parti démocratique ou le Bloc québécois. C'est comme cela. Étant aussi Québécois que Canadien, il ne me paraît pas sans intérêt de penser que les Québécois vont encore pouvoir continuer de jouer un rôle prépondérant dans le Parlement canadien au cours des prochaines années. La tradition du rouge à Ottawa, bleu à Québec (ou vice versa) a du bon sens. Un peu de vert aussi, ne fait pas de tort!

Guy Demers
Montréal, 18 mai 2004

L'art de dire la guerre

J'ai assisté le 13 mai à une représentation de la pièce de théâtre *Leitmotiv*, une création du Théâtre des deux mondes. J'ai eu mal durant 80 minutes, le temps que dure le spectacle, et, depuis, cette douleur persiste. Une souffrance m'habite. *Leitmotiv* parle de la guerre, celle du Kosovo. Une guerre comme une autre, comme le dit si bien le texte. Et durant ces 80 minutes de douleur, la réalité de la guerre du jour, celle en Irak, m'est apparue dans toute sa cruauté.

J'ai pleuré tout le long de la pièce. Et ce matin, je me suis demandé pourquoi, soudainement, la guerre me faisait pleurer? Voilà le pouvoir de l'art. La guerre, dans les médias, s'adresse à mon mental, à ma raison. C'est mon intellect qui est saisi. Tous ces crimes décriés — politiques, économiques, exactions, viols, etc. — exhalent ma révolte. Je m'insurge. Mais quand ces mêmes réalités sont exposées par l'entremise de l'art, la colère cède la place à une immense tristesse, je souffre, je pleure, j'ai mal. L'art, oui, l'art, arrive à mieux dire la vérité. L'art est sensible, il s'adresse à cette partie de moi que j'appelle mon humanité. L'art a le pouvoir de transformer la compréhension en compassion.

Ce matin, j'ai mal. Je ne sais plus comment être, comment vivre. Je vis du côté des privilégiés. Je travaille, je circule librement, je

mange à satiété, je bois du bon vin, du bon café, je mets du beurre sur mon pain, de la crème sur mes fraises, je mange des légumes et des fruits importés en tout temps de l'année. Comme bien d'autres, je consomme des produits qui viennent d'ailleurs, souvent de ces pays qui ne connaissent que répression, violence, grande pauvreté, et souffrance. Je me nourris de l'exploitation de l'autre, cet autre qui n'a pas de visage, pas de nom, que je ne connais pas. Je voudrais cesser de manger ces aliments qui ne m'appartiennent pas, de consommer ces choses produites au mépris de l'autre, cet autre qui ne me doit rien, à qui je dois une grande part de ce que je suis. J'ai mal et ma conscience sociale ne suffit plus à alléger ma peine.

Mireille Martin
Le 14 mai 2004

L'autre salaire minimum

Depuis le 1^{er} mai 2004, le salaire minimum est passé de 7,30 \$ à 7,45 \$ l'heure, soit une augmentation de 0,15 \$. Il fera de même le 1^{er} mai 2005 pour atteindre les 7,60 \$. C'est une bonne chose pour les gens rémunérés au salaire minimum, mais que fait-on de ceux qui gagnent légèrement plus? Ces gens bénéficiaient autrefois d'un écart raisonnable avec le salaire minimum, mais plus les années avancent, plus l'écart diminue.

Je me cite comme exemple: je gagne présentement 8,25 \$ l'heure dans une multinationale où les salaires varient entre 7,30 \$ et 10 \$ l'heure. Nécessairement, si je gagne plus, c'est que mon travail requiert plus d'exigences. Pourquoi est-ce que mon salaire et mon pouvoir d'achat n'augmenteraient-ils pas avec ceux des personnes qui bénéficient de l'augmentation? Je trouve injuste que l'on ne pense pas à nous dans des situations comme celle-ci. Les prix des biens et des services sont les mêmes pour tous.

Jessica Della Ripa
Le 3 mai 2004

LIBRE OPINION

Sortir du traumatisme du 11 septembre

JEAN-LOUIS ROY

Président, Droits et Démocratie

Trois legs majeurs nous sont venus du XX^e siècle. Le multilatéralisme incarné dans et par des institutions rassemblant l'ensemble des pays du monde. Le droit international des droits de la personne arrêtant les conditions de la dignité de tout un chacun. La démocratie définissant les rapports entre les citoyens et l'État, les conditions d'exercice du pouvoir et de la justice.

Complémentaires et convergentes, ces idées ont ouvert les portes du monde sur l'État de droit, véritable synthèse révolutionnaire s'agissant des conditions de la citoyenneté, de sa primauté et sa responsabilité.

Bien d'avantage que la lutte antiterroriste, cette synthèse doit guider nos choix nationaux et internationaux, les exigences de la liberté et de la sécurité dans la mise en place des fondements du vivre ensemble aux XXI^e siècle.

Le multilatéralisme

La critique du multilatéralisme est aujourd'hui une attitude à la mode concernant notamment les Nations unies et la famille de ses institutions.

Qui vraiment souhaite retourner à la seule initiative des puissances dont les tragédies irakienne, tchétchène et tibétaine constituent l'illustration de ce qui adviendrait alors?

Qui vraiment souhaite l'abandon de cette recherche commune qui, sous l'égide des Nations unies depuis un demi-siècle, a posé impérativement les exigences communes de la famille humaine — de la protection environnementale au contrôle des armes de destruction massive, de la lutte contre la criminalité transnationale à l'égalité des genres, de la lutte contre les pandémies globales aux objectifs du millénaire, du droit spatial à la protection des patrimoines, de la recherche des conditions d'un commerce équitable à la reconnaissance des droits des peuples autochtones.

Parmi d'autres, ces exigences ont été portées au niveau de la conscience universelle par les Nations unies dans des entreprises politiques sans équivalent dans l'histoire.

Qui vraiment souhaite l'affaiblissement de cette capacité, elle aussi inédite, d'intervention commune dans les zones «inciviles» de la planète? En effet, quand toutes les ressources politiques et diplomatiques ont échoué — hier dans les Balkans, demain en Irak, on se tourne alors vers les Nations unies. On leur demande de réussir et d'extirper les traumatismes historiques les plus enracinés, les conflits ethniques les plus dramatiques, les haines et les souffrances les plus abondantes? Aujourd'hui, ce travail des Nations unies se déploie dans 17 de ces zones.

Quelle solution à cette conjugaison, imparfaite, certes, mais essentielle, des idées et des ressources communes pour sauver la famille humaine de ses démons, rechercher des consensus toujours fragiles, mais sans lesquels ce monde, notre monde, serait laissé à lui-même, aux stratégies des puissances politiques et économiques? L'action de certaines multinationales en République démocratique du Congo ces dix dernières années prouve hors de tout doute les tragédies qui se déploieraient alors dans le monde.

Le droit international des droits de la personne

Les deux pouvoirs qui se sont écroulés en Irak ces 12 derniers mois, celui de Saddam Hussein et celui de l'actuelle administration américaine avaient en commun le rejet, brutal et massif, du droit international des droits de la personne.

L'abandon de la Cour pénale internationale, le rejet de la Convention de Genève dans sa lettre et son esprit, le mépris pour les mécanismes de supervision et les rapports des instances internationales telles que la Croix Rouge expliquent l'immense régression éthique, juridique, et politique qui, depuis les prisons irakiennes et afghanes, depuis Guantanamo et la Caroline du Sud, a saisi la conscience universelle.

Cet auto-positionnement au-delà des lois et cette prétention à l'immunité ont produit les extrêmes contraintes physiques et psychologiques que l'on sait, des systèmes dégradants de torture, le mort de milliers de civils, la perte complémentaire des droits et de la sécurité.

Tels sont les effets d'une supposée *realpolitik* pensée et déployée hors des normes du droit international des droits de la personne. Né sur les ruines produites par la Deuxième Guerre mondiale, ce droit

s'est déployé et affirmé grâce à un immense travail de la famille humaine sur elle-même à la recherche d'un système de protection des droits de tous et pour tous.

Ceux qui placent les droits de la personne à la périphérie du politique ont en ce moment, d'amples sujets de réflexion. En niant ces droits, on dissout les fondements même de la sécurité.

La démocratie

À moins de penser l'avenir comme entièrement réquisitionné par «la guerre contre le terrorisme», nous devons nous rappeler l'évolution géopolitique et géo-éthique dominante dans les dernières décennies, soit la montée puissante et rayonnante des valeurs démocratiques dans le monde.

Avant de nous laisser convaincre durablement que le 11 septembre constitue l'impulsion décisive de ce début de siècle, rappelons-nous les formidables mutations qui ont changé le monde sous nos yeux. Cet enracinement de l'idée et de la réalité de l'État de droit s'est en effet concrétisé en Amérique latine dans les années 80, en Europe centrale et de l'Est et en Afrique dans les années 90. Elles progressent aujourd'hui en Asie. Imparfaites certes, elles n'en sont pas moins déterminantes.

Ce sont les idées et la réalité du multilatéralisme, du droit international des droits de la personne et des valeurs démocratiques qui, incarnées dans l'État de droit définissent notre temps. Certes, elles ne sont pas achevées et n'ont pas produit la totalité de ce qui était attendu d'elles. Mais elles ont transformé les références communes et ont réduit l'espace politique du totalitarisme sans toutes les latitudes.

Après trois années du traumatisme créé par l'immense tragédie du 11 septembre, le temps est venu de renverser la perspective d'ensemble et de nous extraire de la terrible logique voulue par les maîtres de la terreur. Sur leur terrain, nous sommes condamnés à la défaite. Sur le terrain du multilatéralisme, du droit international des droits humains et des valeurs démocratiques, ils sont condamnés à la défaite.

Lenjeu principal de notre temps est de conforter ces acquis et d'œuvrer à leur expansion dans le monde. Seule la sécurité humaine peut aujourd'hui garantir la sécurité de tous.

IDÉES

Le Québec en manque de projets

Il faut miser sur le savoir

ROBERT LACROIX

Recteur de l'Université de Montréal
Extraits du discours prononcé le 18 mai 2004
devant la Chambre de commerce du Montréal
métropolitain

Que faire pour que le Québec soit de ce siècle et non du siècle précédent? Quels gestes faire aujourd'hui pour construire la société québécoise de demain? Quelles portes ouvrir et surtout quelles clés se donner? Ces questions devraient interpellier tous les Québécois et les Québécoises. Elles devraient nous interpeller tous, car elles déterminent notre avenir collectif.

Pourtant, il me semble qu'elles sont à l'heure actuelle occultées du débat public. J'ai parfois l'impression, et je sais qu'elle est partagée par plusieurs d'entre vous, que le Québec est en panne de projets. Mieux gérer les urgences de nos hôpitaux ou réduire les listes d'attente en chirurgie, c'est une nécessité, mais on ne peut en faire un projet de société. Moderniser l'État, c'est aussi une nécessité, ce n'est pas un projet de société. C'est de la saine gestion.

Une société qui se contente de gérer le quotidien est une société sans projet. Et une société sans projet est une société sans avenir.

Je voudrais profiter de cette tribune pour, très modestement, vous soumettre une idée pour le Québec. Cette idée, elle tient en un mot: le savoir.

La créativité québécoise

Nous vivons aujourd'hui dans un monde entièrement structuré par la connaissance. Ce qui caractérise notre époque, c'est que nous avons systématisé la production et l'utilisation du savoir à des fins de développement. Le savoir est devenu la matière première de nos échanges. C'est notre or, notre pétrole à nous.

Il s'agit d'un changement de paradigme majeur. Un changement qui agit sur la structure même de notre économie, sur son évolution et sur ses lieux de développement. [...]

Qu'est-ce que le Québec a à offrir à cette nouvelle civilisation du savoir, qui forme l'horizon indépassable de notre temps?

Le Québec a beaucoup à offrir. Mais son principal avantage stratégique, c'est sa créativité. La créativité québécoise est pour moi un objet d'étonnement permanent. Sans doute parce que j'y vois le grand héritage des efforts que nous avons consentis depuis la Révolution tranquille pour devenir ce que nous sommes aujourd'hui: une société ouverte, plurielle et, surtout, innovatrice.

Pétite par son poids démographique, distincte par sa langue et sa culture, notre société aurait pu rester captive de sa condition, elle s'en est au contraire servie comme d'un tremplin pour assurer sa croissance. Ce que je vais dire pourra paraître bizarre à certains, mais le Québec est la seule communauté *self-made-man* d'Amérique du Nord. Elle s'est faite elle-même.

Nos racines nous ont servis — et je ne parle pas seulement des racines canadiennes-françaises. Notre différence, qu'on a longtemps perçue comme un handicap, est devenue un atout. Elle nous a contraints à satisfaire nous-mêmes nos propres besoins. Bref, nous avons fait de nécessité vertu. Nous avons hissé la débrouillardise au rang de l'inventivité. Le contexte dans lequel nous évoluons depuis 40 ans nous a forcés à être créatifs et innovateurs.

Cette créativité, elle représente aujourd'hui un actif majeur. C'est le pouvoir, non pas de faire les choses autrement — tout le monde peut faire les choses autrement avec un minimum d'ingéniosité. C'est le pouvoir de faire autre chose. Et ça, c'est une chance qui n'est pas donnée à toutes les sociétés. [...]

Ce que je redoute par-dessus tout, c'est que nous ne tirions pas toutes les leçons de cet heureux concours de circonstances. Ce que je redoute, c'est que nos succès récents restent des cas isolés, que nous évoquerons avec nostalgie dans 50 ans. [...]

De la suspicion à l'appropriation

Le savoir doit être le prisme à travers lequel nous regardons le monde. Il doit dicter toutes nos décisions, collectives et individuelles. Nous savons tous que le savoir n'a pas toujours eu bonne presse dans le Québec francophone. Il a longtemps été perçu comme le privilège d'autrui et il a même été tenu en haute suspicion par nos propres élites. Dans les années 50, un ministre de l'Union nationale affirmait haut et fort que les Canadiens français avaient la vocation de l'ignorance et que ce serait les trahir que de trop les instruire.

Nous n'en sommes plus là heureusement. Aujourd'hui, on s'approprie le savoir, on le développe, on le valorise aux quatre coins du Québec.

■ Montréal, vous le savez bien, n'aspire qu'à grimper dans la hiérarchie des grandes métropoles cultu-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le savoir doit être le prisme à travers lequel nous regardons le monde. Il doit dicter toutes nos décisions, collectives et individuelles.

relles et technologiques du monde. Elle a tout pour y arriver. Elle a même un plan d'action qui ne demande qu'à être réalisé. Montréal, ville de savoir, n'est pas un rêve, mais une possibilité à portée de projets.

■ Québec, qui, il n'y a pas si longtemps, vivait presque exclusivement des activités gouvernementales, s'appuie de plus en plus pour assurer sa croissance sur des secteurs de haut savoir, comme l'optique photonique.

■ La Beauce, qui l'eût cru, envahit les marchés nord-américains et s'est développée une niche dans des domaines pourtant hautement concurrentiels. Comment expliquer ce succès, si ce n'est par une fertilisation audacieuse des secteurs manufacturiers traditionnels par des technologies et des savoirs de pointe?

■ Sherbrooke est un modèle de synergie entreprises-universités. Elle est le centre de partenariats stratégiques tout à fait inédits, qui sont cités en exemple partout dans le monde, et qui sont en train d'écrire l'une des plus belles pages du développement régional québécois.

■ La Sagamie travaille en ce moment à transformer les façons de faire en foresterie et dans l'industrie de l'aluminium, en puisant dans ce vivier de compétences scientifiques qu'est l'Université du Québec à Chicoutimi.

■ Saint-Hyacinthe est devenue un haut lieu de l'agroalimentaire au Canada grâce aux institutions de recherche et de développement implantées dans la région, en particulier la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal. Les projets y foisonnent et certains n'attendent qu'un investissement pour démarrer.

■ La ville de Laval, dont les industries à forte densité de savoir se sont considérablement développées depuis dix ans, a pris symboliquement une option sur l'avenir en implantant en plein cœur de son nouveau centre-ville une «Cité du savoir».

Les chantiers du savoir

L'on pourrait multiplier sans fin les exemples de conversions récentes de nos villes et de nos régions à la société du savoir. Ces expériences sont audacieuses, exaltantes, prometteuses. Elles sont aussi fragiles et sont encore loin d'avoir donné tous leurs fruits, comme est venu nous le rappeler cruellement, pour la métropole, le récent Bulletin de santé de Montréal de la Chambre de commerce.

Voilà pourquoi il faut multiplier les foyers de développement afin d'ouvrir à l'échelle de la province un vaste chantier du savoir. Il n'y a pas de projet plus urgent pour le Québec. [...]

[Ainsi], le CHUM est un projet emballant, peut-être le plus exaltant et le plus porteur qui soit sur nos tables en ce moment. Un projet qui remonte à la naissance de l'Université de Montréal il y a 125 ans. Correctement réalisé, le CHUM pourrait devenir un pôle de prestation de soins hautement spécialisés, de recherche et de formation médicale unique non seulement au Québec, mais en Amérique du Nord.

C'est en ces termes que je souhaiterais qu'on en parle. Pas comme d'une dépense de plus dans la grille budgétaire de l'État, mais comme d'un levier du génie médical québécois. Pas comme d'un problème comptable à régler, mais comme d'un pari sur l'avenir.

Je ne vous parle pas d'un stade olympique, ou d'une autoroute. Je vous parle d'un centre hospitalier universitaire qui pourrait redessiner toute la carte des soins de santé et de la recherche biomédicale au Québec pour les 40 prochaines années. Je vous parle d'un lieu de formation pour les chercheurs et les professionnels du secteur santé de l'université la plus active au Canada dans le domaine. Je vous parle d'un hôpital qui pourrait solidariser autour de lui une bonne partie de l'industrie médicale, biomédicale et pharmaceutique de Montréal. Je vous parle de l'avenir de la santé au Québec.

Dans les années 60, le Québec lançait de grands projets hydroélectriques en assumant pleinement et avec enthousiasme les coûts qui leur étaient associés. Aujourd'hui, les grands chantiers ce sont ceux du savoir. [...] Le gouvernement du Québec doit non seulement prendre acte de cette nouvelle réalité, il doit aussi, et dans les plus brefs délais, définir avec les partenaires de la société québécoise les orientations, les objectifs et les instruments d'intervention en matière de savoir, de création et d'innovation.

Nous ne partons pas de rien à cet égard puisqu'un travail remarquable a été fait à la fin des années 90 avec l'élaboration d'une politique québécoise de la science et de l'innovation. Ce plan d'action devrait être systématique et porter sur les trois grandes modalités du savoir de nos jours: sa diffusion, sa production et sa valorisation.

■ La diffusion du savoir à travers des réseaux officiels ou informels est cruciale pour la productivité d'une société. La circulation des connaissances ouvre des perspectives nouvelles aux agents sociaux et économiques, de la petite entreprise aux échelons les plus élevés du gouvernement. [...]

■ Une société qui se contente d'assimiler le savoir des autres est une société qui stagne. Produire des connaissances, c'est s'assurer des positions de monopole dans un monde qui a de plus en plus besoin de découvertes et de savoirs nouveaux.

■ [...] Il faut que l'ensemble de la communauté soit sensible aux enjeux liés à l'application des connaissances de pointe dans l'industrie, la petite comme la grande, et aussi dans toutes les autres organisations publiques et privées de notre société.

Dans le contexte actuel, marqué par la restriction des dépenses publiques et une évolution démographique défavorable, le Québec doit faire des choix difficiles et cruciaux pour son avenir. Ces choix, ils portent entre autres:

- sur les modalités d'un financement adéquat de nos universités;
- sur la structure de notre enseignement post-secondaire et professionnel;
- sur le financement public de la recherche, l'aide à la recherche et au développement, ainsi que le soutien aux entreprises de haute technologie;
- sur des investissements majeurs dans les centres hospitaliers universitaires;
- sur la configuration et la disponibilité du capital de risque;
- sur notre industrie culturelle, qui est un acteur économique de première importance.

C'est pourquoi nous avons besoin plus que jamais d'un projet de société audacieux. [...] Il n'en tient qu'à nous d'être de notre siècle, et non du siècle dernier.

Crise irakienne

Les pistes d'action existent

CLAUDE ROQUET

Ancien représentant du Canada
puis du Québec à l'étranger

La crise irakienne met en cause l'avenir de la région et l'évolution de l'Islam, les rapports de l'Occident avec le monde arabe et musulman, les intérêts de la communauté internationale tout entière. Que faut-il prévoir? Pour résoudre la crise, que faut-il faire?

Washington fait miroiter un échec d'un peu illusoire, axé sur un transfert de souveraineté à l'Irak le 30 juin. [...] Mais cette souveraineté sera fragile et floue. L'occupation américaine se poursuivra, Washington conservant l'entier contrôle militaire et politique de ses troupes et se réservant des pouvoirs non encore définis sur les forces de sécurité irakiennes et sur le processus politique. [...]

De plus, on ne peut exclure la possibilité de dérapages militaires de la coalition susceptibles de déclencher un soulèvement généralisé, risque qui a paru bien voisin récemment. Enfin, les scandales d'Abou Ghraïb n'ont pas fini d'enflammer l'opinion irakienne, de conforter les terroristes et d'affaiblir le prestige de l'option démocratique.

La résistance irakienne, de son côté, paraît résolue à empêcher le gouvernement américain de présider à la définition de l'Irak de demain et de s'incruster militairement tout en réduisant son effectif et ses risques. Le thème de l'occupation, des bases et des pactes militaires éveille dans le monde arabe des souvenirs politiques amers. La rhétorique de Moqtada al-Sadr soulève contre cette même occupation des sentiments religieux puissants, hostiles à l'intrusion en terre musulmane (dar al Islam) des armées de puissances «infidèles». [...]

Élection de novembre

On peut donc prévoir la poursuite ou l'escalade de la résistance armée après le 30 juin, à l'encontre du scénario américain et du nouveau pouvoir irakien. D'autant plus que pour les insurgés, l'élection présidentielle de novembre 2004 est un rendez-vous à ne pas manquer, dans l'espoir d'user la volonté politique américaine et de contribuer à la chute de Bush. Même l'élection de Kerry n'amènerait pas automatiquement un apaisement, au moins de la part de ceux qui voudraient forcer un départ américain précipité pour se saisir du pouvoir par la force. Ceux-là veulent empêcher tout apaisement.

Mais les États-Unis ne peuvent quitter l'Irak brutalement, ce qui pourrait déclencher une guerre civile entre résistants sunnites, milices chiites, milices kurdes et terroristes internationaux et pourrait même provoquer une intervention de la Turquie et de l'Iran. Kerry, comme Bush, exclut qu'on abandonne précipitamment à *failed Iraq*. Un tel effondrement ne se concevrait que si jamais la coalition faisait face à une insurrection irrépressible et généralisée.

Ce qu'on peut espérer de mieux, c'est que Washington se prête loyalement à un processus de transition graduelle entre son occupation et une vraie souveraineté politique et militaire de l'Irak, appuyée par l'Onu. Transition qui s'annonce, dans les meilleures conditions, comme ardue et périlleuse. Car le problème, presque un dilemme, c'est qu'il est difficile d'apaiser la situation à cause de la présence militaire américaine, et impossible de la faire sans elle.

Que faire?

L'échéancier réel se déroulera surtout en 2005 et débordera sur 2006. D'ici là, il incombera aux États qui ne font pas partie de la coalition de tout faire pour renforcer les possibilités d'apaisement en Irak [...] par des prises de position fermes, au risque que certaines indisposent le partenaire américain.

■ Le Conseil de sécurité devrait affirmer, le plus tôt possible, le principe d'un retrait ordonné mais complet de toutes les forces de la coalition, ceci afin d'exclure toute crainte du maintien d'un protectorat en douce par les États-Unis.

■ Le Conseil prévoirait le remplacement graduel de la coalition par des forces irakiennes qu'il faudra constituer et qui viendrait appuyer une force de l'Onu; force où des pays musulmans prendraient une place significative et dont seraient exclus les membres de la coalition et les États voisins de l'Irak, trop directement intéressés.

■ Le transfert à l'Irak (et à l'Onu) du contrôle présentement exercé par la coalition sur les forces de sécurité et l'embryon d'armée irakiennes comportera des risques et des difficultés considérables de part et d'autre; viendra néanmoins le moment où ce transfert devra avoir lieu et où les États tiers et l'Onu devront surmonter leur hésitation présente, fort compréhensible, et accepter d'exposer leurs troupes et leur autres intervenants (de reconstruction et de tâches humanitaires) dans un environnement encore difficile.

■ Bien que l'aménagement d'une telle transition ne puisse être défini à présent, la force de l'Onu n'interviendrait en toute hypothèse que parallèlement aux forces de la Coalition et non sous elles, tant que leur présence coïnciderait sur le territoire irakien.

■ Puisque l'espèce de guerre que fait Sharon aux Palestiniens envenime le climat dans toute la région, les États occidentaux devraient intervenir vigoureusement auprès de Sharon et de Bush en la matière et en vue d'un règlement négocié d'une crise interminable et délétère pour toutes les parties.

■ Les États, ceux d'Occident notamment, devraient se montrer prêts aux sacrifices financiers requis pour assurer la transition et la reconstruction et pour conforter un pouvoir irakien légitime et crédible, conscients que la démocratie irakienne demeurera longtemps fragile et menacée. Le pouvoir irakien aura besoin de l'appui de l'opinion mondiale pour maintenir un équilibre difficile entre les trois grandes composantes politiques du pays, ses deux composantes religieuses majeures et les exigences d'un régime de droit face aux tentations théocratiques.

C'est dans ce sens que, dans les mois qui viennent, pourrait s'exprimer l'opinion québécoise, y compris les milieux politiques et le Bloc québécois, opinion dont le rôle s'est avéré significatif dans le passé en faveur de la paix en Irak.



SOURCE BIOLACTIS

Un travail remarquable a été fait à la fin des années 90 avec l'élaboration d'une politique québécoise de la science et de l'innovation.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélaïr (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bény, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Carrière (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Drouin (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Abrie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (assistants). La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Gérard, Christiane Legault, Amélie Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Rachel Des Cormiers, Nadia Sébah (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Babinet (responsable de la production), Nathalie Lemaitre, Coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

Dans la matinée, Washington et Londres ont déposé un nouveau projet de résolution devant le conseil de sécurité de l'ONU, qui officialise le transfert de souveraineté aux Irakiens à compter du 30 juin. À cette date, l'occupation cessera, au moins sur le papier. Grâce aux efforts de l'ONU et de son envoyé spécial en Irak Lakhdar Brahimi, un gouvernement intérimaire de 25 ministres devrait se mettre en place. Il sera conduit par un premier ministre probablement chiite, sous l'autorité morale d'un président probablement sunnite (le favori pour ce poste étant Adnan Pachachi) et de deux vice-présidents (probablement un Chiite et un Kurde). Ce gouvernement préparera des élections générales, qui devront se tenir avant le 31 janvier 2005.

L'adoption du projet de résolution n'ira pas de soi, la France, appuyée par l'Allemagne, ayant déjà exprimé ses réserves. Selon Paris, le transfert de souveraineté proposé dans la résolution «manque de chairs». La France avait ainsi émis le souhait que la résolution prévoie une date butoir pour le retrait des forces étrangères d'Irak. Après la mise en place d'une assemblée irakienne élue, les troupes devraient plier bagage. Seul le gouvernement irakien pouvait décider de leur demander de rester.

Dans le projet présenté hier, les Américains et les Anglais avancent une logique inverse: le mandat confié à la force multilatérale sera «réexaminé» par le conseil de sécurité dans un an, ou bien à la demande du gouvernement transitoire d'Irak. La France avait également insisté pour que la souveraineté irakienne s'étende aux questions militaires. Washington propose dans sa résolution que la force multilatérale agisse «en partenariat» avec le gouvernement intérimaire irakien, sans plus de précision. Il n'est même pas précisé si les forces irakiennes ou les forces de police travailleront sous l'ordre du gouvernement de Bagdad.

D'ici au 30 janvier, la Maison-Blanche compte convaincre les partenaires de la coalition de ne pas laisser l'armée américaine finir seule le travail. Les Britanniques, les Italiens et les Polonais ont indiqué à la Maison-Blanche qu'ils se sentiraient mieux, par rapport à leur propre opinion, si l'OTAN était impliquée.

Le projet de résolution demande donc aux États «et aux organisations de sécurité régionales» d'apporter leur assistance à la force multilatérale. Là encore, les Français estiment qu'il s'agit d'une erreur: «Échanger sur les uniformes un badge des États-Unis contre un badge de l'Occident chrétien n'est pas forcément un progrès», raille un diplomate. Paris considère en outre qu'il n'est pas nécessaire de trop charger l'organisation, «qui a déjà du mal à trouver trois hélicoptères ou un hôpital de campagne pour l'Afghanistan».

Le pari de Bush — changer les termes du débat sur l'Irak, en parlant de son avenir — est mal engagé. Hier matin, les principales chaînes de télévision américaines semblaient avoir toutes renoncé à diffuser le discours du président: seuls les abonnés au câble ont pu le suivre. On voit mal ce qui pourrait venir freiner la polémique sur le sens de cette guerre, que les démocrates ne sont pas les seuls à nourrir. L'influent sénateur républicain Richard Lugar ne ménage plus ses coups contre une politique «qui s'appuie trop sur des options militaires et des approches unilatérales qui affaiblissent nos alliances».

Dimanche soir, sur CBS, l'ancien responsable du Commandement central américain, Anthony Zinni a accusé les responsables du Pentagone de s'être «plantés»: «Voit-on pour autant des têtes tomber? Voilà ce qui m'ennuie le plus», a-t-il ajouté. Le général Charles Swannack, qui commandait jusqu'en avril la 82^e division aéroportée en Irak, ne cache pas non plus sa colère: malgré des victoires tactiques en Irak, a-t-il récemment déclaré, «nous perdons le soutien des gens sur le plan régional, international, et à l'intérieur des États-Unis — et donc, stratégiquement parlant, nous sommes en train de perdre».

Rectificatifs

Une erreur s'est glissée dans une note publiée à la une de notre édition de samedi dernier, erreur que vous avez été nombreux à nous signaler. Il aurait fallu lire que *Le Devoir* n'était pas publié à l'occasion de la Fête nationale des Patriotes, et non pas en raison de la Fête de Dollard. Cette fête légale n'existe plus au Québec, elle a été remplacée en 2002 par celle des Patriotes. Toutes nos excuses.

C'est bien 10 000 \$ et non 100 000 \$, comme il était écrit vendredi dans *Le Devoir*, qu'il faut verser initialement pour acquérir le système DigiScreen coûtant 35 000 \$ au total. Le système de téléchargement et de projection numériques de film a été mis au point par une compagnie de Daniel Langlois, fondateur du complexe Ex-Centris.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

Si le premier ministre dit qu'il n'a rien vu ni rien entendu concernant le scandale des commandites, il n'a surtout rien fait, a affirmé M. Harper devant quelque 400 militants enthousiastes réunis dans un hôtel du centre-ville. «Paul Martin voudrait qu'on oublie qu'il était le numéro deux du gouvernement pendant près de dix ans. Il était assis à la droite de Jean Chrétien», a-t-il rappelé.

Le chef conservateur a également souligné que le Bloc québécois n'était pas un véritable choix pour que les Québécois expriment leur mécontentement. «Voter Bloc, ce n'est pas remplacer les libéraux fédéraux. C'est un vote qui n'accomplit rien. Et les libéraux fédéraux n'ont pas besoin seulement d'un coup de baguette sur les doigts. Ils ont perdu l'autorité morale nécessaire pour gouverner le Canada», a soutenu Stephen Harper qui s'est exprimé presque exclusivement en français.

En optant pour le Parti conservateur, le Québec choisirait le fédéralisme de coopération, a tenté de convaincre M. Harper. «Le Canada sans le Québec ne serait pas le Canada», a-t-il fait valoir, promettant de respecter l'histoire et les aspirations du Québec.

Le chef conservateur a donné sa parole que les français, tant au Québec que dans tout le Canada, seraient une priorité. Un gouvernement conservateur réglerait également le dossier du déséquilibre fiscal que Paul Martin «a contribué à creuser».

Aussi, M. Harper a rappelé la victoire de Brian Mulroney en 1984. Comme il y a 20 ans, «il n'y a plus de comités sûrs pour les libéraux fédéraux», a-t-il laissé tomber. Depuis le déclenchement des élections dimanche, les salves fusent surtout entre conservateurs et libéraux.

Surfant sur la méfiance des Canadiens à l'égard de l'administration américaine, Paul Martin tentait dimanche

d'associer les politiques conservatrices à celles du président américain George W. Bush: «Vous pouvez avoir un pays comme le Canada. Vous pouvez avoir un pays comme les États-Unis. C'est un choix à faire. Mais vous ne pouvez avoir un système de santé, des programmes sociaux à la canadienne, avec un niveau d'imposition comme aux États-Unis.»

Hier, le premier ministre a dû se défendre de verser dans l'anti-américanisme, lui qui s'affichait récemment aux côtés du président américain à la Maison-Blanche: «Les Américains feront leurs propres choix. Mais je suis un Canadien, et je vais prendre les décisions en fonction de ce que je pense que les Canadiens veulent», a fait valoir Paul Martin, de passage hier à l'île-du-Prince-Édouard.

Le premier ministre annoncera d'ailleurs demain l'injection d'environ trois milliards par année en santé, ce qui porterait la contribution fédérale à 25 % des dépenses totales, comme le recommandait Roy Romanow dans son rapport sur le financement de la santé.

Plus tôt dans la journée, M. Harper s'était rendu dans les petites villes de l'est de l'Ontario, où le Parti conservateur caresse l'espoir de faire des gains importants. «Le premier ministre laisse entendre que nous sommes anti-canadiens parce que nous voulons simplement réduire les impôts», a-t-il affirmé, dans une province encore sous le choc du premier budget de Dalton McGuinty, qui passe outre à sa promesse de ne pas hausser les impôts.

Avec ironie, Stephen Harper a suggéré un nouveau slogan pour la plateforme libérale: «Je suis Canadien, vous pouvez me faire payer des impôts.»

Attaques contre le Bloc

Bien qu'il ait choisi Stephen Harper comme cible favorite, Paul Martin n'épargne pas le Bloc québécois, accusant son chef Gilles Duceppe d'éviter sciemment de parler de souveraineté.

De passage dans le berceau de la Confédération qu'est Charlottetown, Paul

Martin a affirmé: «Gilles Duceppe ne veut pas parler de souveraineté? Mais quand et où va-t-il en parler? Derrière des portes closes de son caucus, ou peut-être au téléphone avec le vigneron officiel du Bloc? [l'ancien premier ministre québécois Jacques Parizeau qui est propriétaire d'un vignoble dans le sud de la France]»

Cette attaque a suscité l'ironie du chef bloquiste: «On est des députés souverainistes et, à part Paul Martin, il n'y a pas grand-monde qui ignore ça au Québec. Ceux qui cachent leur nom actuellement, ce sont les libéraux! Ils ne veulent pas dire qu'ils sont rouges, ils préfèrent parler de l'équipe Martin.» Il a expliqué que la souveraineté ne pouvait se régler dans une élection fédérale: «Ça se fait en référendum ça. J'imagine qu'il [Paul Martin] comprend ça!»

Layton n'est pas en reste

Pour tenter de convaincre les électeurs qu'un gouvernement néo-démocrate ne serait pas un gouvernement qui augmenterait les taxes et les dépenses, le chef du NPD, Jack Layton, a promis qu'il n'y aurait pas de déficit pendant son mandat.

M. Layton a aussi promis d'éliminer la taxe sur les produits et services (TPS) sur certains biens essentiels pour les familles, comme les médicaments et les vêtements pour enfants.

Il a promis de faire le ménage au sein du gouvernement, en disant que les relations «intimes» entre le monde des affaires et le gouvernement devaient cesser. Selon lui, l'héritage du gouvernement libéral était un «legs tragique» de méfiance.

«Nous devons restaurer cette confiance [...] pour mettre fin à ce système de retour d'ascenseur, cette culture d'intimité où les lobbyistes et les initiés se promènent entre les salles de conseils d'administration et le bureau du premier ministre.»

Avec la collaboration
d'Alec Castonguay et
de La Presse canadienne

DUPUIS

SUITE DE LA PAGE 1

«a offert une somme d'argent aux citoyens de la municipalité de Rivière-Saint-Jean, pour obtenir leur assentiment sur ce projet». Le codirecteur de la Fondation Rivières, Alain Saladzius, a précisé pour sa part hier au *Devoir* que le promoteur, Hydromega Services et le groupe Aecon de Laval, avaient offert à la municipalité 300 000 \$, soit une année de taxes, en échange de son appui au projet. La MRC de la Minganie va investir 30 % du capital de ce projet ce qui lui rapportera, a-t-il calculé, 20 millions en 25 ans et 40 millions nets après impôt aux deux promoteurs privés.

«Toutes ces tractations et projets [entre promoteurs et corps publics] sont d'autre part secrètes, car les documents ne sont pas accessibles», déplore Roy Dupuis qui s'implique dans le dossier de la protection des rivières depuis des années. C'est ainsi que le sort des rivières est maintenant décidé par ses riverains et non la collectivité.»

Contrairement au gouvernement Landry, le gouvernement Charest a décidé de donner à nouveau le feu vert aux projets de petites centrales, mais sans recourir à la politique d'appel d'offres recommandée par la commission Doyon afin d'éviter les magouilles et les excès qui ont justifié une enquête publique dans la dernière décennie. Le gouvernement Charest préfère laisser se multiplier les projets sans lui-même encadrer ce développement par un programme gouvernemental balisé et transparent. Le gouvernement Landry, qui avait relancé la petite hydraulique privée, avait finalement décidé, au moment de divulguer la Politique nationale de l'eau, d'annuler le programme de construction de petites centrales privées devant la mobilisation des citoyens en région et de dizaines d'artistes et de personnalités publiques.

Présentement, au moins sept projets de barrages de moins de 50 MW sont déjà en planification ou en phase d'éva-

luation environnementale, dont un sur la rivière à saumons Magpie. L'autre projet, et sans doute le plus controversé, est de la rivière Trois-Pistoles, que Québec a racheté au prix de 3,3 millions du promoteur Grade Trois-Pistoles. Un des actionnaires de Grade Trois-Pistoles, Gestion-Conseil S.C.P., a décidé en effet de représenter le même projet avec comme partenaire, la MRC des Basques, qui l'appuyait.

Gestion-Conseil S.C.P. était actionnaire de Grade Trois-Pistoles avec l'homme d'affaires Jean-Marc Carpentier et le président d'Hydro-Québec Distribution depuis juillet 2003, André Boulanger. Ce dernier était à l'époque vice-président chez Gaz Métropolitain. Selon la déclaration annuelle 2002 de Grade Trois-Pistoles déposée auprès de l'inspecteur général des Institutions financières (IGIF), M. Boulanger était le principal dirigeant et le premier actionnaire de cette société jusqu'au 15 novembre 2001.

Le projet de la Trois-Pistoles fera l'objet d'un référendum le 13 juin. Les Amis de la rivière Trois Pistoles demandent l'annulation de ce scrutin où les forces en présence, disent-ils, sont disproportionnées et parce qu'aucune règle ne balise les contributions financières et l'information au public. Pour eux, la MRC tente de s'approprier, par un référendum local, une richesse patrimoniale provinciale, rachetée à grand prix pour la sauver du béton.

D'autre part, la rivière Batiscan, qui a été le théâtre d'un affrontement juridique remporté par Québec contre le promoteur Boralex qui avait porté l'affaire jusqu'en Cour suprême, pourrait faire bientôt l'objet de trois projets de barrage. Y compris une relance du projet de Boralex qui n'a pas jeté l'éponge, mais qui devra cette fois réussir le test de l'audience publique qu'elle avait tenté d'éviter.

Le dernier projet en lice, celui d'Axor à Saint-Adelphe, a mobilisé samedi soir 185 citoyens autour du nouveau comité *Eau vive Batiscan*. Le projet barrage, qui transformerait 13 km de cours d'eau en réservoir hydroélec-

trique, permettrait de produire 17 MW. Le chanteur Paul Piché est venu appuyer le noyau de citoyens mobilisés «pour faire comprendre au gouvernement Charest que la population ne veut rien savoir des promoteurs privés dans nos rivières, qui appartiennent à tous: il va nous retrouver sur son chemin partout, autant en région qu'au niveau national».

Enfin, à Montauban, toujours sur la Batiscan, la MRC fait face à Chute libre, un autre comité de citoyens qui s'oppose au projet du préfet Jules Paquin de harnacher la puissante cataracte locale.

Enfin, les autochtones de la bande innu de Betsiamites ont déposé récemment deux projets de barrages hydro-électriques privés sur la rivière Sault-aux-Cochons, qui se jette dans l'estuaire à la hauteur de Forestville. Les deux barrages se retrouveraient entre les deux centrales de RSP de la famille Le maire. La tête de la même rivière, autrefois réputée pour sa beauté sauvage et la facilité de ses parcours canotables, a été détournée par Hydro-Québec vers les turbines de Bersimis, derrière la réserve de Betsiamites.

Quant au projet de la Magpie, présentement en évaluation devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), il serait situé là où se trouve l'ancienne centrale désaffectée d'Hydro-Québec, à un demi-kilomètre de l'embouchure dans le golfe. Selon la Société de la faune et des parcs, le projet pourrait contrevenir à la Politique québécoise sur les débits réservés ainsi qu'à la Politique nationale de l'eau. Et le promoteur, ajoute l'évaluation de la FAPAQ, n'a pas suffisamment évalué le potentiel salmonicole en aval du barrage.

Pour la Fondations rivières, expliquait hier Alain Saladzius, il faudrait plutôt envisager de démolir l'ancienne centrale et faciliter la remontée des saumons dans les trois kilomètres en amont, ce qui conférerait une valeur nouvelle à ce cours d'eau, déjà considéré par les spécialistes comme un des plus beaux parcours de kayak et de rafting à l'est des Rocheuses.

s'agit carrément d'échantillonnage de l'information, assure Patrick Beauduin, qui fait là aussi un parallèle avec le monde du marketing. Quand ils ont l'échantillon en main, les gens ont l'impression de connaître le produit. Ici, ils lisent un échantillon de nouvelle et ils savent — ou, plutôt, ils croient savoir — ce qui s'est passé.»

Des électeurs démunis

À l'approche d'une élection, ces réflexions méritent l'attention. «L'impact sur la démocratie d'une telle dérive est réel, mais il n'est pas évalué à sa juste mesure.» L'électorat, de moins en moins informé des grands enjeux, distribue son vote selon des critères émotifs, constate l'observateur. Une coupe de cheveux ou un bafouillage involontaire peuvent alors prendre une importance démesurée.

«Qu'est-ce que les gens ont retenu de la dernière élection provinciale? Landry qui pète sa coche dans le film À hauteur d'homme. Les médias ont couvert à satiété les dérapages de la campagne, mais ne se sont pas arrêtés au fond, au contenu des programmes des partis.» Résultat? Quelques mois plus tard, des milliers de protestataires dans les rues de Montréal affirmant ne pas avoir voté pour les mesures mises en place par le nouveau gouvernement. «Bien sûr qu'ils ont voté pour ça!, affirme Patrick Beauduin. Seulement, ils ne s'en étaient pas rendu compte! Et là, les médias ont vraiment failli à leur responsabilité.»

Pour un publicitaire rompu aux critiques de toutes sortes de la part des consommateurs, l'indifférence avec laquelle le public accueille les dérives de ses médias d'information a d'ailleurs de quoi surprendre. En publicité, une campagne jugée discriminatoire ou

trop osée, un mauvais français ou des erreurs de fait déclenchent presque systématiquement une pluie de protestations. Mais un abus de violence ou de vacuité dans les médias reste accepté.

«La pub est devenue le bouc émissaire permanent», constate Patrick Beauduin. Il n'y a qu'elle qui peut déranger les gens. Tout le reste ne fait plus réagir personne.» Dans une société peu politisée comme le Québec, le phénomène est particulièrement inquiétant. «Les jeunes ont une formation politique pour le moins succincte — pour plusieurs, c'est à peine s'ils démentent les concepts de droite et de gauche! Si, en plus, ils arrivent aux urnes limités en matière d'information par une presse superficielle, quels genres d'électeurs vont-ils faire? Un électeur démuné, facilement manipulable.»

Rapport de force

Liberté de presse oblige, Patrick Beauduin se garde bien de réclamer un meilleur contrôle législatif du contenu des médias. Au vu des dissensions qui règnent sur la question au sein même de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), il estime aussi que le changement ne peut venir d'une autorégulation de leur part. «De toute façon, la seule véritable sanction, estime le publicitaire, c'est celle du public.» En publicité, les consommateurs peuvent boycotter le produit d'un annonceur dont ils sont mécontents. Puisqu'ils adhèrent à une logique commerciale, le même rapport de force pourrait jouer auprès des médias.

«Mais la véritable racine de la solution, c'est l'éducation. De la même façon qu'on forme maintenant des consommateurs intelligents, on doit former des citoyens avertis à l'école.»

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

«Ce n'est que pour utilisation interne. Nous n'avons jamais fait de publicité avec ça», a précisé Mme Malka.

Du côté du Parti libéral du Canada, le directeur adjoint de la campagne, Steve Mackinnon, a dit hier ignorer jusqu'à la ressemblance des deux slogans. «C'est la première fois que j'entends ça. 'Droit devant', c'est une expression très courante qui nous a été soumise par notre agence de publicité», a expliqué M. Mackinnon.

La publicité et le slogan sont le fruit de l'agence BBDO, à Montréal. Il s'agit de la même agence qui signe la campagne publicitaire de la Brasserie Labatt qui, à des fins commerciales, a fondé un faux parti politique qui sillonna tout le Québec.

Le slogan «Allons droit devant avec l'équipe Martin» est apparu la semaine dernière comme une réplique à celui lancé quelques jours plus tôt par le Bloc québécois et qui fait référence au scandale des commandites, «Un parti propre au Québec». Steve Mackinnon a souligné que le slogan libéral avait «une résonance dans la population» et que même un chanson de *Star Académie* reprenait l'expression. «Ça décrit bien notre message de campagne. [...] Ça signifie aller vers l'avant, ne pas regarder le passé», a ajouté M. Mackinnon.

Manifestement irrité, M. Mackinnon a téléphoné à un membre de la direction du *Devoir* en fin d'après-midi pour s'assurer qu'aucun lien ne serait fait entre le Parti libéral et CSL. «Cette histoire pourrait être dommageable pour notre campagne», a-t-il souligné.

Chose certaine, cette parenté morale entre la CSL et le Parti libéral du Canada n'est pas sans rappeler à quel point Paul Martin s'est fait prior avant de se départir de son empire. Il aura fallu de fortes pressions publiques pour que M. Martin consente l'année dernière, après avoir affirmé qu'il n'y avait aucun problème à ce qu'il soit premier ministre et homme d'affaires, à céder la propriété de CSL à ses fils.

Talonné par ses adversaires politiques, M. Martin a dû régulièrement se défendre du fait que son ancienne entreprise bénéficiait d'abris fiscaux privant le Canada de dizaines de millions en impôt. Paul Martin, alors qu'il était ministre des Finances, a lui-même parrainé la loi autorisant une convention fiscale entre le Canada et la Barbade. Ainsi, les compagnies de transport maritime canadiennes utilisent ce paradis fiscal.

La flotte canadienne de la Canada Steamship Lines compte 16 bateaux dont 15 ont un équipage canadien (environ 500 travailleurs) et arborent l'unifolié. Le siège social est à Montréal. Ce qui suscite de nombreuses critiques concerne la filiale installée à la Barbade, CSL International. Huit bateaux battent pavillon étranger. «C'est l'administration d'un 'pool' commercial», a expliqué Martine Malka.

Dans un ouvrage sorti en mars dernier, Alain Deneault fait un réquisitoire contre l'homme d'affaires-politicien Paul Martin. «Les paradis fiscaux constituent la négation des principes démocratiques et qui ne s'y oppose pas antidémocratique. [...] Avoir pignon sur rue dans les paradis fiscaux signifie qu'on avale la criminalité financière», peut-on lire dans le livre de Deneault intitulé *Paul Martin & compagnies*.

En février dernier, le Parti conservateur du Canada a mené une offensive contre Paul Martin concernant la valeur des contrats de l'État obtenus par CSL entre 1993 et 2002. L'année dernière, le gouvernement avait soutenu que les contrats totalisaient 137 000 \$. Un an plus tard, on apprenait qu'il s'agissait plutôt de 161 millions.

Paul Martin a été président de la Canada Steamship Lines dès 1974 alors que l'entreprise maritime appartenait à Power Corporation. Il achète l'entreprise avec Fednav en 1981. Sept ans plus, M. Martin rachète son associé et devient l'unique propriétaire de la CSL fondée en 1845.